France ILLUSTRATION

N° 149 — 7 AOUT 1948 — 60 FRANCS

Illinois U Library

L'EMPEREUR D'IRAN A PARIS

S. M. I. Mohamed Reza Pahlevi est arrivé à Paris le 1er août. Il a été accueilli à sa descente d'avion au Bourget par MM. André Marie, président du Conseil, Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, René Mayer, ministre de la Défense nationale, Jules Moch, ministre de l'Intérieur, et par diverses autres personnalités parmi lesquelles S. E. M. Soheily, ambassadeur d'Iran. Durant son séjour, l'empereur a assisté à plusieurs réceptions officielles. Phot. I. N. P.

TÉLÉPHONES
Administration : TRUdaine 82-54
Rédaction : TRUdaine 78-47

France
ILLUSTRATION
REVUE HEBDOMADAIRE - 13, rue Saint-Georges, Paris-9e

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE :
ÉDIFRANCILUS
Chèques postaux : PARIS 4670-19

TARIF DES 4 CATÉGORIES D'ABONNEMENT

L'abonnement n° 1 donne droit aux 49 numéros d'actualités.

L'abonnement n° 2 est formé des 49 numéros d'actualités et des 12 numéros de « France-Illustration littéraire et théâtrale ».

L'abonnement n° 3 se compose des 52 numéros annuels, dont les 3 numéros spéciaux.

L'abonnement n° 4 comprend les 52 numéros annuels, dont les 3 numéros spéciaux, et les 12 numéros de « France-Illustration littéraire et théâtrale ».

FRANCE ET UNION FRANÇAISE :

	ABONNEMENT N° 1	ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3	ABONNEMENT N° 4
Un an . . .	2.700	3.200	3.480	3.960
6 mois . . .	1.350	1.600	1.740	1.980

ÉTRANGER :

		ABONNEMENT N° 1		ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3	ABONNEMENT N° 4
U. S. A.	Un an...	13,50	dollars	16,20	17	19,80
	6 mois...	6,75		8,10	8,50	9,90
SUISSE.	Un an....	57	francs suisses	68	71,50	83
	6 mois...	28,50		34	35,75	41,50
PORTUGAL.	Un an....	339	escudos	407	430	497
	6 mois...	169,50		203,50	215	248,50

TOUS AUTRES PAYS :

	ABONNEMENT N° 1	ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3	ABONNEMENT N° 4
Un an....	3.400	4.080	4.300	4.980
6 mois...	1.700	2.040	2.150	2.490

Pour tous autres pays, les abonnements sont payables soit en dollars, escudos, francs suisses, soit en monnaie du pays, soit en francs français.

FRANCE-ILLUSTRATION LITTÉRAIRE ET THÉATRALE
(réservée exclusivement à nos abonnés) paraissant le 15 de chaque mois.

France et Union française. Un an **500 fr.**
Étranger. . . . . Un an **680 fr.**

Les abonnements partent obligatoirement du 1er de chaque mois. — Les abonnements seront servis dans les limites de la disponibilité du tirage.
Les demandes de changement d'adresse doivent être accompagnées de la dernière bande et de **20** fr. en timbres-poste.

Droits de reproduction pour le texte et les illustrations réservés pour tous pays. — Les manuscrits, insérés ou non, ne sont jamais rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

LA TABLE DES MATIÈRES de 1947 est parue. Chaque semestre : **14 fr.** — Frais d'envoi : **3 fr. 50** par fascicule.

LE PROCHAIN NUMÉRO France ILLUSTRATION LITTÉRAIRE ET THÉATRALE

DE HUYSMANS ET DE M. FOLANTIN
Chronique de MARTIAL-PIÉCHAUD

MONSIEUR SOMMEIL
Nouvelle inédite de Claude AVELINE

LE RENDEZ-VOUS
Comédie en quatre actes de Jehan BOUVELET

PARAITRA LE 15 AOUT

QUATRIÈME ANNÉE NUMÉRO 149 7 AOUT 1948

France
ILLUSTRATION

GEORGES OUDARD
FONDATEUR

G. CAHEN-SALVADOR
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Phot. *France-Illustration* (H. Parnotte).

LE PRÉSIDENT VINCENT AURIOL AU BARRAGE DE GÉNISSIAT

A Génissiat, le président de la République, qu'accompagnaient MM. Herriot, Lacoste, Pineau, Pfimlin et J. Monnet, a inauguré les installations en service de la plus grande centrale hydro-électrique d'Europe. Cette réalisation s'inscrit dans le cadre du rééquipement combiné qui, en 1952, assurera à chaque Français l'équivalence en énergie de trois tonnes de charbon par an au lieu des deux tonnes dont il disposait avant guerre.

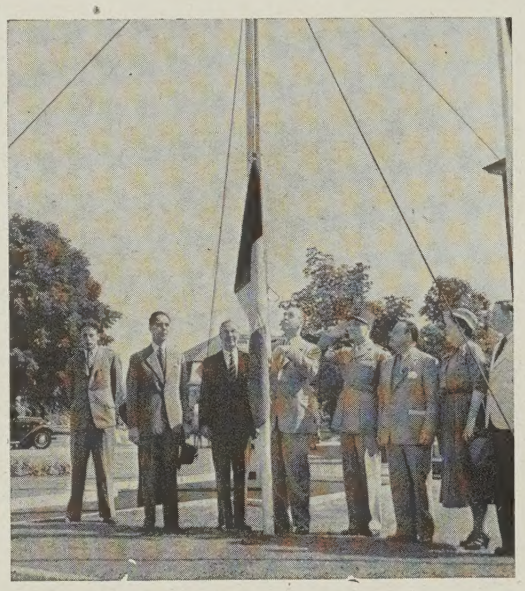
INSTANTANÉS de la SEMAINE MONDIALE

LE GENERAL FRANCO a reçu un groupe de professeurs et d'étudiants nord-américains qui assistent actuellement à une série de cours organisés à l'Université de Madrid par l'Institut de culture hispanique.

M. ROBERT SCHUMAN, ainsi que le veut la tradition, a transmis ses pouvoirs à M. André Marie, nouveau président du Conseil, au cours d'une brève cérémonie qui s'est déroulée à l'Hôtel Matignon.

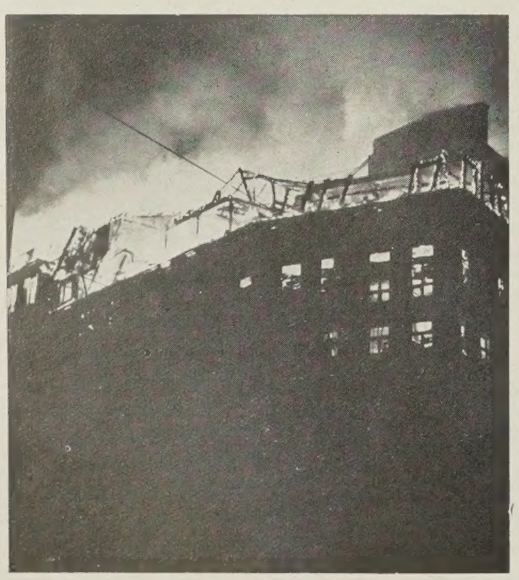
A BUDAPEST, trois prêtres catholiques qui combattirent ouvertement la nationalisation de l'Ecole libre ont comparu devant le tribunal du peuple. Ils ont été condamnés à une peine d'un an d'emprisonnement.

A WASHINGTON, le Congrès américain a examiné au cours d'une session spéciale les problèmes posés par l'augmentation du coût de la vie. Le discours d'ouverture du président Truman a été très critiqué.



A UXBRIDGE (Angleterre), où se déroulent les Jeux Olympiques, M. Massard, chef de la délégation française, hisse le drapeau tricolore au cours d'une cérémonie à laquelle assistait le général Durauzoy.

LA FAMILLE ROYALE de Norvège, désireuse d'assister aux régates olympiques organisées à Torquay, s'est rendue, à bord du yacht royal *Norge*, en Angleterre après avoir visité rapidement l'île de Wight.



A BRUXELLES, un incendie d'une extrême violence a entièrement détruit un grand magasin du quartier de la Bourse. Plusieurs immeubles voisins ont été endommagés et les dégâts sont considérables.

M. TRYGVE LIE a visité le palais de Chaillot, où l'on poursuit activement les travaux d'aménagement en vue de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies qui doit s'y tenir le mois prochain.

A VILLACOUBLAY, le pilote qui a effectué la première liaison commerciale Londres-Paris sur un avion à réaction remet à M^me^ L. Blériot les coupures de presse relatant l'exploit de son mari en 1909.

DE LA STABILITÉ A LA CONFIANCE

par RAYMOMD ARON

L'OPINION française a pris l'habitude de rattacher les étapes du développement économique aux vicissitudes de la politique parlementaire. Chaque ministre des Finances et de l'Economie marquerait l'inauguration d'une nouvelle expérience, comme si les mesures décidées rue de Rivoli exerçaient une influence décisive sur le volume de la production ou le rythme de l'inflation. En fait, quand on regarde après coup la suite des événements ou les mouvements des statistiques, c'est à peine si l'on retrouve la trace des alternances ministérielles.

Même s'il n'y avait pas eu de crise ministérielle, le moment n'en aurait pas moins été favorable à une sorte de bilan. Au bout de huit mois, quels résultats avait obtenus M. René Mayer ? Quels progrès avaient été accomplis ? Quels problèmes demeuraient sans solution ?

Au mois de décembre dernier, après la crise des grèves, l'inflation risquait de prendre une allure accélérée. On avait consenti une augmentation de la masse des salaires de l'ordre de 35 % et les experts du plan calculaient que le pouvoir d'achat dépasserait d'au moins 200 milliards, au cours du premier semestre, les biens disponibles. Tout le monde craignait que la hausse des prix qui, au cours de l'été, avait largement dépassé celle des salaires, ne prît un nouvel élan.

La politique du gouvernement se proposa donc un but immédiat : empêcher ou du moins ralentir la hausse du prix de la vie (en particulier la hausse des prix des produits alimentaires), conserver aux salariés une part de ce que leur avait accordé le relèvement des salaires nominaux. Dans les premiers jours de février on nota une poussée violente des prix. Heureusement, dès la fin du mois, une stabilisation intervint et l'indice des trente-quatre articles demeura depuis lors à peu près stationnaire.

Ce succès partiel est dû, semble-t-il, à trois causes principales. Les services du Ravitaillement intervinrent sur le circuit de distribution de manière empirique mais efficace et parvinrent à stopper la hausse des cours de la viande (qui depuis deux ans jouent un rôle directeur). Achats prioritaires, taxation, contrôles, tous ces expédients, peu recommandables en eux-mêmes, parvinrent à freiner le mouvement ascensionnel.

Simultanément, des mesures fiscales: prélèvement exceptionnel, cinquième quart de l'impôt de solidarité, paiement anticipé de l'impôt général sur le revenu, agissaient sur le pouvoir d'achat et diminuaient la pression sur le marché. Il en résultait évidemment, en certains secteurs, un ralentissement de l'activité commerciale. Du moins le pire avait été temporairement évité.

P. REYNAUD, LIBÉRAL, L'A EMPORTÉ SUR G. MOLLET, INTERVENTIONNISTE. EN PRÉSENCE DE M. BLUM, IL SERRE LA MAIN DE SON ADVERSAIRE PENDANT LA CRISE.

Enfin, M. René Mayer décidait un relèvement substantiel des prix des matières premières et des produits industriels de base, afin de mettre un terme au régime des subventions ou au déficit des entreprises nationalisées. En l'été 1948, pour la première fois l'indice des prix industriels dépasse celui des prix agricoles, l'indice des prix de gros, celui des prix de détail.

La relation prix-salaires n'en est pas pour autant satisfaisante. Le minimum vital a dû progresser de 25 à 30 % depuis la fin de l'année dernière. Autrement dit la hausse des salaires a été presque entièrement compensée par la hausse des prix et la situation des salariés est à peine meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était à la veille des troubles sociaux de l'automne 1947. Les observateurs de bonne foi savent qu'un relèvement des salaires nominaux n'améliorerait pas durablement le sort des masses populaires. Mais celles-ci supportent effectivement avec impatience un niveau de vie médiocre. Augmentation de la production, simplification de l'appareil de distribution, d'où viendra le progrès souhaité de la condition du peuple français ?

Les récoltes s'annoncent favorables, la production industrielle dépasse de 10 à 15 % le niveau de 1938. Ne sont-ce pas là autant de signes manifestes de relèvement ? Certes, mais gardons-nous des illusions complaisantes. Nous produisions en 1938 25 % de moins qu'en 1929, un peu moins qu'en 1913. A supposer que la terre de France nous apporte cette année ce qu'elle nous livrait avant la guerre, les paysans consomment aujourd'hui davantage, de telle sorte qu'il restera moins pour les habitants des villes. Il serait donc redoutable d'espérer mieux qu'une lente progression du niveau de vie.

De plus, trois menaces pèsent sur notre économie. La première, la moins grave, vient des prix de quelques produits alimentaires, blé et lait, qui sont fixés par décret et dont les producteurs réclament le relèvement. Le pain ne constitue plus qu'une fraction réduite du budget, même des familles les plus humbles, mais il a conservé une signification symbolique. Si pour éviter la hausse du prix du pain ou le retour aux subventions le cours officiel du blé est fixé trop bas, le risque subsiste qu'une fraction de la récolte soit détournée de la collecte en vue de l'alimentation plus rémunératrice du bétail.

La seconde menace vient de l'état de notre balance de paiements. Le plan Marshall nous apporte environ 1.100 millions de dollars, mais d'après les services de l'économie nationale nous aurions besoin de quelques centaines de millions de plus pour financer le plan d'importations prévu. Nous sommes déficitaires, non pas seulement comme tous les Européens, à l'égard de la zone dollar, mais aussi à l'égard de la zone sterling, du franc belge, de l'Italie même. L'impératif évident en pareilles circonstances : importer moins, exporter plus, n'est-il pas en contradiction avec le désir universel d'un niveau de vie plus élevé ?

Enfin, il manque à l'Etat au moins 150 milliards pour le deuxième semestre de 1948, une cinquantaine pour le budget, une centaine au moins pour le financement de la reconstruction et des investissements du secteur nationalisé.

Nous arrivons là au centre du problème économique français. 150 milliards d'emprunt ne représentent pas une fraction anormale d'un revenu national qui dépasse 4.000 milliards. Mais l'Etat est désormais incapable d'emprunter. Par un phénomène presque sans précédent en période d'inflation, la Bourse stagne dans le marasme. Les entreprises industrielles, même par le procédé des augmentations de capital, ont du mal à se procurer des capitaux, soit que le public refuse d'épargner, soit que le mécanisme de collecte de l'épargne soit grippé.

Sur ce point décisif, l'expérience Mayer n'a pas renversé la tendance. Or il demeurera impossible de financer la reconstruction et le renouvellement de l'outillage aussi longtemps que les capitaux se déroberont et que l'or et le bétail apparaîtront des placements privilégiés. Comme en 1926, le restaurateur de l'économie française sera celui qui rétablira la confiance et ramènera les capitaux dans les circuits économiques.

La recherche de 150 milliards pour le deuxième semestre place les gouvernants devant une alternative décisive : ou bien s'engager plus avant dans la voie des interventions de l'Etat ou bien rétablir les conditions de fonctionnement d'une économie libre. En effet, de deux choses l'une : ou l'on demandera l'argent à l'impôt ou bien on le demandera à l'emprunt. Dans la première éventualité, on misera sur le contrôle plus que sur la confiance. Dans la deuxième, on misera sur la confiance et l'on fera le nécessaire pour l'obtenir.

Depuis trois ans tout a été fait pour paralyser les mécanismes du crédit. Le secret bancaire a été supprimé, tous les titres sont désormais au porteur, les actionnaires des entreprises nationalisées ont été spoliés, l'Etat a violé de multiples fois ses engagements, les billets de 5.000 francs ont été retirés de la circulation, les porteurs d'or et de devises ont été condamnés, puis graciés. Les détenteurs de capitaux se sentent entourés de menaces imprévisibles. On a le droit, au nom de la morale, de refuser les mesures susceptibles de restaurer la confiance, mais il faut savoir à quoi mènerait la persistance de l'incrédulité monétaire.

La conjoncture politique rendait quasi inévitable le choix de la confiance. Le nom de M. Paul Reynaud confirme l'orientation. On continuera de desserrer les contrôles, on assouplira la loi de quarante heures pour permettre l'accroissement de la production, on réformera le secteur nationalisé, on tentera d'alléger le poids des charges sociales. Pour que la tentative ait une chance de succès, deux conditions paraissent indispensables : la première est qu'une fois la décision prise on ait le courage de ne pas s'arrêter à mi-chemin et que l'on ne recommence pas l'erreur des compromis politiques en un domaine qui ne les supporte pas (le retrait des billets de 5.000 francs, dans le cadre d'une politique libérale, est l'exemple le plus éclatant de l'incompatibilité entre la raison économique et les marchandages entre partis). La deuxième condition dépasse le cadre de l'économie. La confiance ne dépend pas seulement de mesures techniques. Elle suppose la stabilité politique. Le public ne sera convaincu que par un gouvernement qui soit et qui paraisse assuré du lendemain.

En ces matières plus qu'en toute autre, rien ne se fait sans la durée. Le nouveau gouvernement est-il en possession de ce bien inestimable ? Tel est, en fin de compte, le véritable problème.

LA CATASTROPHE DE LUDWIGSHAFEN

UNE FORMIDABLE EXPLOSION A RAVAGÉ A LUDWIGSHAFEN, DANS LA ZONE FRANÇAISE, L'USINE DE PRODUITS CHIMIQUES DE LA BADISCHE ANILIN, QUI FAIT PARTIE DU TRUST I. G. FARBEN. LE CHIFFRE DES MORTS ET DES DISPARUS DÉPASSE DEUX CENTS ET QUATRE CENTS BLESSÉS ONT ÉTÉ HOSPITALISÉS.

UNE ANTICIPATION AMÉRICAINE DE L'AVION DE TRANSPORT MILITAIRE DE L'AVENIR : AILE VOLANTE RAPIDE POUVANT ATTERRIR COMME UN AUTOGIRE. 1 et 2. Poste de pilotage et de navigation. — 3. Remorque lance-fusées. — 4. Lance-fusées de défense. — 5. Soute à pétrole. — 6 et 7. Gouvernes. — 8. Pale du turbo-propulseur. — 9. Train d'atterrissage escamotable. — 10. Soute à matériel. — 11. Poutre porte-empennages. — 12. Echelle d'accès. — 13. Rampe de déchargement. — 14. Soute à véhicules. — 15. Véhicules tous terrains. — 16. Volet mobile. — 17. Cabines du pont inférieur. — 18 et 19. Cabines du pont supérieur. — 20. Promenade vitrée dans le bord d'attaque.

L'AVIATION DE TRANSPORT EN PÉRIODE DE CRISE

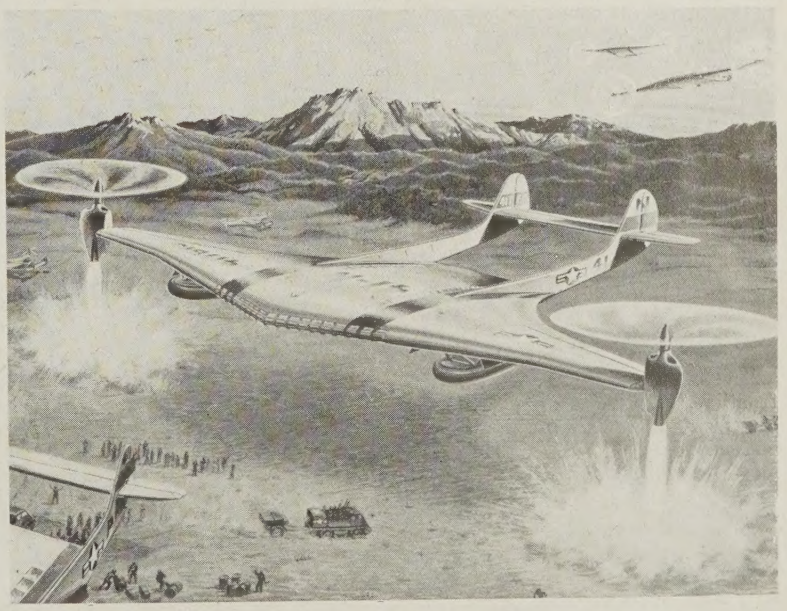
par CAMILLE ROUGERON

Le transport aérien est tellement entré dans nos habitudes qu'on ne prête même plus attention au côté technique de performances qui auraient paru extraordinaires il y a dix ans. Les aspects politiques de la crise de Berlin et la grève de nos paquebots méditerranéens alimentent la rubrique du rédacteur diplomatique ou du spécialiste en questions sociales. On n'ignore pas, assurément, que l'avion a remplacé le chemin de fer ou le navire défaillants. Mais n'est-ce point le rôle des moyens de transport de se concurrencer et de se suppléer les uns les autres ?

Le rôle de l'aviation de transport dans le conflit qui met aux prises, à Berlin, l'U. R. S. S. et les nations occidentales donne vraiment la mesure de sa puissance. Ravitailler deux millions d'hommes ? Aucune difficulté. Un coup de téléphone de Washington en Alaska ou en Extrême-Orient, et l'Air Transport Command américain voit arriver dans les quarante-huit heures les escadrilles qui complètent à quelques centaines le parc déjà réuni en Allemagne et assurent aussitôt le maintien au niveau exigé par la prudence du stock de produits alimentaires rassemblés depuis les précédentes alertes.

Alimenter deux millions d'hommes n'est pas un problème si compliqué qu'on peut le supposer. Pour dispenser à chacun les 2.000 calories nécessaires à son strict entretien, un demi-kilo d'aliments moyennement riches (farine, lait condensé ou fruits secs) suffit ; la ration K du militaire américain en campagne nourrissait presque trois civils.

La difficulté ne commence vraiment que dans les pays où manque l'eau, comme l'Afrika Korps en a fait l'expérience dans le désert libyque, sous les coups des chasseurs qui mitraillaient ses citernes ; les deux litres à peu près indispensables à l'homme chaque jour réclament une capacité de transport quatre fois supérieure à celle des aliments solides. On avait bien fait entrevoir une vague menace soviétique de couper l'eau à Berlin. Mais son sable, surtout en l'été 1948, en contient assez pour désaltérer ses habitants.



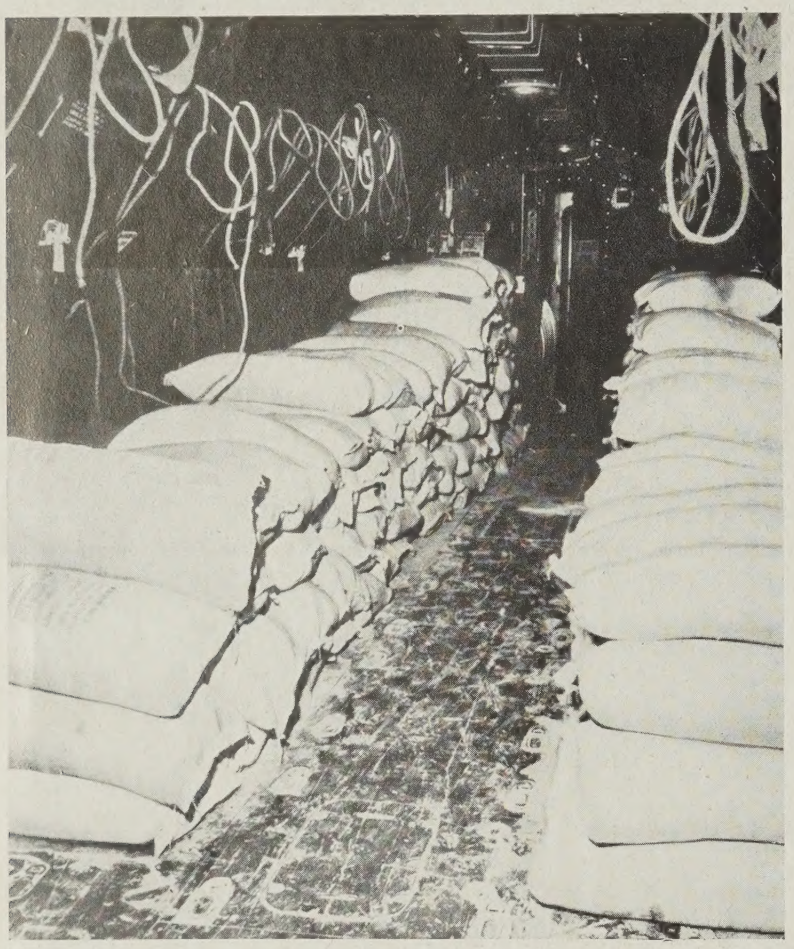
L'AVION DE L'AVENIR, AILE VOLANTE A DEUX TURBO-COMPRESSEURS ORIENTABLES POUR L'ATTERRISSAGE ET LE DÉCOLLAGE, SE POSE FACILEMENT.

Sur une distance aussi courte que celle qui sépare Berlin des zones d'occupation occidentale, le transport des 1.000 tonnes quotidiennes de nourriture est l'affaire d'une centaine de *Dakota* faisant chacun deux à trois voyages. On conçoit que les DC-4 *Skymaster,* plus gros porteurs, aient déjà pu être affectés au transport du charbon.

Le ravitaillement d'une grande ville, serait-elle de deux millions d'hommes, est une mission très au-dessous des possibilités d'une aviation moderne. S'il plaît aux puissances occidentales, ce n'est pas seulement la nourriture, mais le Berlinois que l'on peut transporter en narguant les sentinelles du maréchal Sokolovsky, et l'on trouverait probablement assez de volontaires séduits par la perspective d'un voyage vers des régions moins menacées par l'Armée Rouge. L'évacuation des « bouches inutiles », au cas où le blocus soviétique se prolongerait, n'est pas plus difficile que leur nourriture.

On sous-estime généralement beaucoup les capacités de transfèrement d'une population par l'aviation. Deux exemples les préciseront.

Un an au moins avant l'armistice, le Commissariat français aux prisonniers, déportés et réfugiés entreprit de s'organiser pour le rapatriement des deux millions de ressortissants qu'il allait trouver en Allemaggne. Les pires difficultés, affirmait-on, étaient à craindre avec des voies ferrées détruites, des routes en mauvais état, une famine menaçante. On réquisitionna autocars et camions ; on embaucha des conducteurs, et l'on estimait à une quarantaine de milliards, en francs 1944, les crédits indispensables à cette gigantesque opération, crédits que le Commissariat demanda à l'Assemblée consultative d'Alger. L'armée américaine, qui avait la charge de nourrir en Allemagne, en attendant leur évacuation, la plus grande partie de ces deux millions de



DÉCHARGÉE DES CAMIONS, LA FARINE S'ENTASSE DANS LES AVIONS-CARGOS.

Français, proposa d'accélérer leur rapatriement en y affectant son Air Transport Command, sans emploi. Les *Dakota* débarquèrent au Bourget, à pleines cargaisons, les passagers que les autocars et camions réquisitionnés n'eurent plus qu'à transporter au centre d'accueil de la gare d'Orsay.

Des compagnies privées viennent de renouveler cette performance à l'occasion de la séparation entre l'Inde et le Pakistan. Ni les voies ferrées ni les routes n'étaient coupées entre les deux Etats, mais elles étaient tenues par des contrôleurs bénévoles, plus dangereux encore que les militaires de l'Armée Rouge affectés à ce même travail entre Berlin et l'Allemagne de l'Ouest. Des compagnies de transport aérien « à la demande » y trouvèrent une excellente occasion de travailler. Les mêmes *Dakota,* achetés aux surplus américains, où l'on entassait jusqu'à une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants — ce qui ne fait certainement pas 5 tonnes aux Indes — répartissaient les réfugiés dans l'Etat de leur choix, en narguant les coutelas des contrôleurs qu'ils survolaient et qui avaient la prétention de régler leur transfèrement à la frontière.

Il n'est pas beaucoup plus difficile pour les Allemands de Berlin d'échapper aux mitraillettes soviétiques si le commandement américain y consent. Le mode de ravitaillement le plus simple d'une population, lorsqu'il s'étend sur une longue durée, est encore son transfèrement ; au poids moyen de 70 kilos par intéressé, nourri à raison de 500 grammes par jour, l'opération est payante, en tonnage, dès que le blocus dure cinq mois. Mais un mois suffirait avec les cinq cents avions que l'Air Transport Command pourrait y affecter, et qui ont, en moyenne, une capacité très supérieure à celle d'un *Dakota.*

C'est une autre tentative, dont l'origine n'est peut-être pas sans rapport avec les difficultés berlinoises, que vient de faire échouer l'aviation de transport sur nos lignes de France en Afrique du Nord.

Le paquebot *Ville-d'Alger,* coulé lors de la libération de Marseillle, renfloué puis réparé, devait reprendre son service fin juin sur la ligne Marseille-Alger. Les trois mois de juillet à septembre, au cours desquels les Français d'Afrique du Nord viennent passer leurs vacances dans la métropole, sont la seule période vraiment active de nos lignes méditerranéennes; il est naturel que les inscrits maritimes en choisissent le début pour présenter les revendications. Ils réclamèrent, cette fois, la jouissance d'un pont supérieur ; ils exigèrent le maintien d'un personnel différent pour le service des cabines et du restaurant, ce qui oblige, sur des navires aussi rapides que le *Ville-d'Alger,* en été, à embarquer un personnel spécial pour servir un seul repas ; ils soulevèrent des difficultés sur le poids de la « pacotille », c'est-à-dire du tonnage que chaque membre de l'équipage est autorisé à transporter gratuitement, à introduire en France et à revendre sans être soumis à aucune réglementation, et qui permet de tripler largement la solde sur un paquebot rapide pour courtes traversées.

La Compagnie générale transatlantique désarma le *Ville-d'Alger* ; les grèves de solidarité se multiplièrent; les passagers s'entassèrent dans les hôtels de Marseille et d'Alger et se retournèrent vers les transports aériens.

Air France multiplia ses services. Les compagnies privées, qui trouvent le moyen de faire des bénéfices en transportant les primeurs d'Algérie au Bourget ou en Angleterre, réaménagèrent leurs Junkers Ju-52 et leurs *Dakota* et remplacèrent les cageots par des passagers ; celles qui préfèrent concurrencer à la fois le paquebot et le chemin de fer avec des Douglas DC-4, en établissant des liaisons directes entre l'Afrique du Nord et les stations thermales du Massif Central et des Pyrénées, accélérèrent leur rotation en réduisant leur parcours au-dessus de la terre. A la veille du 14 juillet, au moment où la grève prit fin, plus de cent vingt avions remplaçaient les paquebots défaillants en transportant les voyageurs au-dessus de la Méditerranée.

L'avion de transport est apparu à ses débuts comme un véhicule rapide mais coûteux, qui convenait à une clientèle de touristes fortunés ou d'hommes d'affaires pressés. Mais ces caractéristiques, quel que soit leur intérêt, ne jouent cependant aucun rôle dans les deux crises qu'il vient de dénouer.

L'avion passe d'abord où les moyens de transport de surface sont arrêtés par les difficultés naturelles ou artificielles. Il a permis aux défenseurs encerclés de Staraïa-Roussia de tenir pendant deux mois, en 1942, en attendant leur délivrance, et à von Paulus, moins heureux, de résister aussi longtemps à Stalingrad. Il ravitaille aujourd'hui deux millions d'hommes, en attendant qu'il les évacue.

Un rail déboulonné arrête un train, un fil de fer en travers d'une route interdit la circulation routière, et les autorités d'occupation soviétiques n'ont pas manqué de rejeter sur des exécutants allemands la responsabilité d'avoir laissé affaisser le ballast et brûler les traverses par les escarbilles des locomotives. Le corridor aérien est moins aisé à couper. Si Staline y renouvelait trop fréquemment l'abordage d'un avion de transport par un chasseur et les explications qui suivirent ce premier incident, l'affaire passerait vite sur un plan où il ne semble pas désireux de s'engager.

L'avion transpose dans la « guerre froide » cette « mobilité stratégique » qui est une des caractéristiques essentielles. Lorsqu'il fut un instant question, en juin 1940, de replier l'armée française en Afrique, le commandement naval ne manqua pas de faire remarquer que les paquebots étaient répartis sur les mers et qu'un préavis de deux à trois semaines eût été nécessaire pour leur rassemblement dans la métropole. C'est en deux jours que les escadrilles entretenues par l'Air Transport Command en Alaska et en Extrême-Orient ont pu rejoindre l'Allemagne occidentale ; le regroupement des avions d'Air France et des compagnies privées sur la ligne Marseille-Alger a demandé seulement quelques heures. Cette facilité de déplacement et cette quasi-instantanéité d'intervention présentent le même intérêt lors des crises de 1948 et lors de celles de 1943-1944, quand l'aviation tactique alliée bloquait les percées de chars au col de Kasserine, à Mortain ou dans l'Ardenne.

L'économie du transport aérien s'affirme chaque jour davantage. Ces interventions de l'avion ne sont point des tours de force que peuvent seuls se permettre des budgets d'Etat où l'on ne compte guère lorsqu'on veut se sortir d'une situation difficile. Le succès des transporteurs privés qui montent une ligne saisonnière entre Bône et Vichy ou entre Oran et Biarritz ne s'explique pas seulement par l'attrait d'un voyage agréable et de quatre jours de vacances supplémentaires prises sur les transbordements, les nuits en wagon ou les files d'attente à la douane. Les mêmes avions, le reste de l'année, transportent les Kabyles embauchés pour nos mines de l'Est avec le même intérêt pour l'ouvrier qui est déposé directement dans le camion de l'entreprise que pour l'employeur qui en perdait une proportion appréciable au cours de leurs pérégrinations. Ce n'est d'ailleurs pas pour des raisons très différentes que 70 % des primeurs algériennes ont pris la route de l'air, l'hiver dernier, en payant un petit supplément de fret pour échapper aux malheurs qui les guettent sur les quais de Marseille.

Il n'est cependant guère probable que l'avion puisse maintenir entre les zones d'occupation occidentales et Berlin le courant d'échanges de matières premières contre produits fabriqués qui fait vivre ses industries. Mais faut-il bien interpréter en ce sens les premiers transports aériens de charbon vers la capitale, et la condamnation des ouvriers au chômage ne serait-elle point l'occasion attendue de leur transfèrement en des régions plus aisées à ravitailler ? L'une des erreurs les plus certaines de Staline est d'avoir refoulé vers l'Ouest des millions d'Allemands, qu'il risque fort de retrouver un jour en face de lui, alors qu'il pouvait aussi bien les envoyer exploiter pour son compte les mines sibériennes. Les deux autres millions qu'il perdrait dans l'aventure berlinoise accentueraient au bénéfice des zones occidentales une différence qui n'est déjà que trop à son détriment.

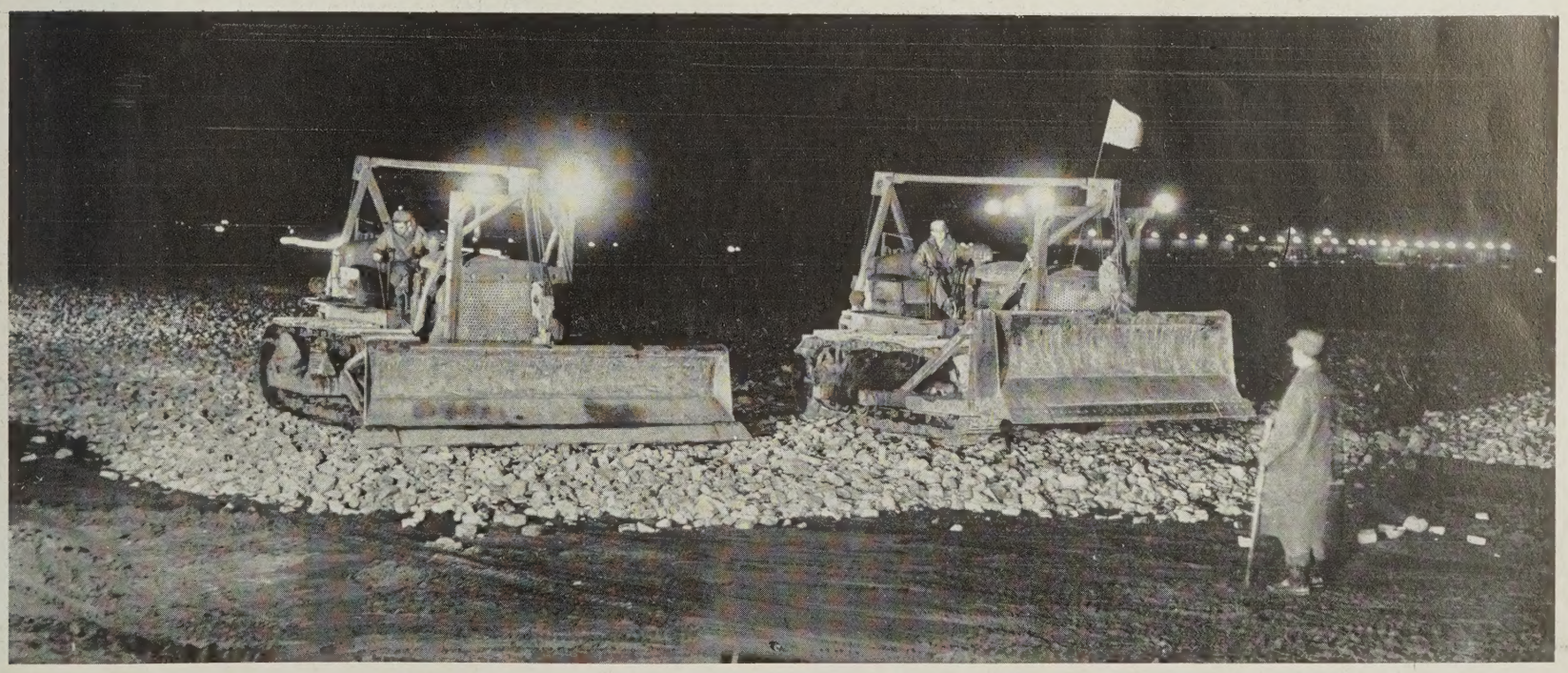
L'aviation de transport a passé depuis longtemps le cap difficile de l'époque où les subventions des Etats représentaient le poste principal de ses recettes. Elle ne boucle pas encore exactement son budget dans la plupart des pays, et notamment en France, bien que sa situation soit beaucoup plus près de l'équilibre que celle de la plupart des compagnies anglaises ou américaines. Au surplus, Air France n'est certainement pas plus en déficit que la S. N. C.F. ou que nos grandes compagnies de navigation. Si elle avait acquis la dextérité dans le maniement des subventions discrètes que représente le remplacement par un matériel neuf d'un parc de locomotives heureusement

LE RIDEAU DE FER, ICI UNE BARRIÈRE EN BOIS SUR L'AUTOSTRADE, S'EST ABAISSÉ SUR LES 150 CAMIONS QUI RAVITAILLENT JOURNELLEMENT BERLIN.

détruites par les bombardements, qui étaient amorties en plus de cinquante ans de services, de nationalisations et de dévaluations, ou le versement par tous les fournisseurs de la marine de guerre d'un pourcentage appréciable de leurs marchés au profit de la Caisse des invalides de la Marine marchande, ses avions et leurs équipages lui reviendraient assez bon marché pour ne pas grever, du moins en apparence, le budget de notre aviation civile.

Mais ces artifices ne sont peut-être pas nécessaires pour que les Français apprécient à sa valeur un moyen de transport qui, dans des circonstances graves, est moins sujet que les autres aux fantaisies des hommes qui s'agitent sur terre et sur mer. Convoqué à Washington pour exposer verbalement ses impressions, le général Lucius Clay est revenu avec la promesse de quelques avions supplémentaires qui lui permettront de porter à 4.500 tonnes ses arrivages journaliers et de chauffer les Berlinois cet hiver. L'avion de transport, a-t-il déclaré à son retour, permettra d'examiner à loisir, sans céder à aucun chantage, toutes les questions pendantes. C'est une éventualité que les dirigeants de Moscou n'avaient pas davantage prévue que les grévistes du *Ville-d'Alger*.

Photographies U. P. ; N. Y. Times et I. N. P.



UNE NOUVELLE BANDE D'ATTERRISSAGE DE 1.500 MÈTRES EST EN COURS DE CONSTRUCTION JOUR ET NUIT POUR AUGMENTER LES CAPACITÉS DE L'AÉRODROME DE TEMPELHOF. A LA LUEUR DES PHARES, DEUX « BULLDOZERS » ÉGALISENT LA COUCHE DES PIERRES RÉCUPÉRÉES DANS LES DÉCOMBRES DE LA CAPITALE.

L'ARC ÉLECTRIQUE JOUE UN GRAND ROLE DANS LA SOUDURE, LE DÉCOUPAGE ET LE TRAVAIL DES MÉTAUX, MAIS NÉCESSITE UNE PROTECTION TRÈS SÉRIEUSE.

TRANSFORMATION DES MÉTAUX

par notre envoyé spécial RENÉ BRANELLEC

L'INDUSTRIE de la transformation des métaux, intermédiaire nécessaire entre les activités de base et l'ensemble des secteurs économiques, industriel, commercial et agricole, compte 16.000 entreprises groupées dans 779 syndicats et faisant travailler 365.000 ouvriers, employés et ingénieurs, soit un quatorzième de la population active du pays. Ceci en dehors des constructions électrique, aéronautique, navale et automobile, qui forment des branches distinctes. Leur apport à l'économie française est considérable bien que, vues sous l'angle mondial, nos usines soient fort modestes comparées à celles qui existent aux Etats-Unis, en U. R. S. S., en Angleterre et en Allemagne : les 365.000 personnes affectées chez nous à la transformation des métaux représentent l'effectif de quelques sociétés étrangères.

A défaut d'une concentration industrielle — la moitié de la main-d'œuvre travaille dans des entreprises occupant moins de 100 ouvriers — une concentration géographique très nette s'est opérée au profit des régions parisienne, lyonnaise, du Nord et de l'Est, où sont réunis les trois quarts des ouvriers.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

Les données statistiques relatives aux industries transformatrices des métaux sont rares et incertaines en raison de la multiplicité des catégories, branches et sous-branches, en raison aussi de la variété d'une production qui va des épingles de sûreté aux locomotives en passant par les réveille-matin, les machines-outils, les fermetures Eclair, les machines agricoles, les ponts roulants, etc. En outre, la classification actuelle ne correspond plus à celle que l'on avait adoptée avant la guerre. On distingue aujourd'hui six groupes principaux : grosse et moyenne mécanique, travail des métaux, machines-outils et soudage, machines agricoles, mécanique de précision et optique et, enfin, le matériel de chemin de fer.

On ne peut donc donner que des ordres de grandeur. La transformation des métaux avait en 1947 un chiffre d'affaires de 180 à 200 milliards, soit environ 10 % du chiffre d'affaires total en France. Cet élément situe leur importance. En fait, tous les secteurs de notre économie dépendent plus ou moins directement d'elles, intermédiaires nécessaires entre les grandes industries de base et l'ensemble des activités industrielles, commerciales et agricoles.

La part de l'exportation s'était jadis stabilisée à 5 % environ du chiffre d'affaires. Devant la nécessité de ne plus tabler sur les avoirs à l'étranger pour équilibrer une balance générale des comptes qui s'identifie de plus en plus avec la balance commerciale, en vertu également de la loi de J.-B. Say, selon laquelle les produits s'échangent contre des produits, on avait calculé que pour coopérer équitablement à l'équilibre des échanges les industries transformatrices des métaux devraient exporter après la guerre 10 % de leur chiffre d'affaires total. Au vrai, les exportations se sont maintenues aux 5 % traditionnels. Les produits exportés : machines motrices (diesel, turbines, moteurs électriques, etc.), outillage, coutellerie, quincaillerie, horlogerie, machines-outils, machines d'imprimerie ont eu comme destinataires le Benelux, l'Europe centrale, l'Amérique du Sud, le Proche-Orient, l'Inde et nos territoires d'outre-mer, qui à eux seuls ont absorbé 2,5 % des exportations. Ce retard est-il imputable au peu d'enthousiasme de notre industrie à se mesurer avec ses concurrentes sur les marchés étrangers, à la pénurie des matières premières ou à l'action insuffisante des organismes chargés de faciliter les exportations ? Ces trois causes ont certainement joué. Mais il n'est pas douteux que les industriels désireux d'exporter n'ont pas été appuyés comme ils eussent dû l'être. M. Jean Constant, délégué général des industries transformatrices des métaux, rappelle cette inscription crayonnée sur le mur d'un bureau des douanes : « Il faut avoir du courage pour exporter. » Elle résume les difficultés pratiques de toute nature auxquelles se heurte le candidat exportateur.

LES DIFFICULTÉS

Ce ne sont pas les seules. Qu'il s'agisse des exportations ou du marché intérieur, la fabrication bute contre maints obstacles. J'ai évoqué plus haut celui que constitue l'approvisionnement en matières premières. La diminution de 10 % des contingents de métaux ferreux s'accompagne d'un arrêt presque total, depuis un an, des importations de métaux non ferreux, cuivre et laiton. Plusieurs usines dont l'activité leur est subordonnée envisagent de fermer leurs portes. Le charbon également est encore trop rare.

Autre problème : celui de la main-d'œuvre. De 1938 à 1948 la main-d'œuvre

est passée de 430.000 à 365.000. Ce phénomène pourrait dans une certaine mesure être compensé par une mécanisation plus poussée. Tel n'est pas le cas.

Avant la guerre une concurrence très âpre avait amené les industriels des métaux à travailler à des conditions trop peu rémunératrices pour qu'ils pussent renouveler leur équipement. Au surplus, la fiscalité les écrase. Le rapport édité par le Syndicat général des industries mécaniques établit que le fisc s'attribue 47 à 81 % du bénéfice industriel, selon que les actions sont nominatives ou au porteur. Ceci dans le cas le plus favorable où il ne s'agit que du bénéfice « normal » et où l'actionnaire est réputé indigent. Avec le super-bénéfice et le jeu des impôts cédulaires, général, etc., le fisc peut, à la limite, prélever jusqu'à 99 % des bénéfices industriels. Un semblable régime élimine fatalement l'esprit d'entreprise, le souci de la compression des prix de revient, de l'amélioration des rendements et aboutit au laisser-aller et au gaspillage.

Sans doute objectera-t-on que les bénéfices n'ont rien à voir avec le renouvellement du matériel, qui est du domaine des amortissements. Juridiquement, l'amortissement consiste à mettre de côté la somme suffisante pour rembourser le capital originel affecté à l'achat de machines. Mais pour rester à l'avant-garde de la technique et du progrès il faut pouvoir changer fréquemment l'outillage, donc l'amortir rapidement.

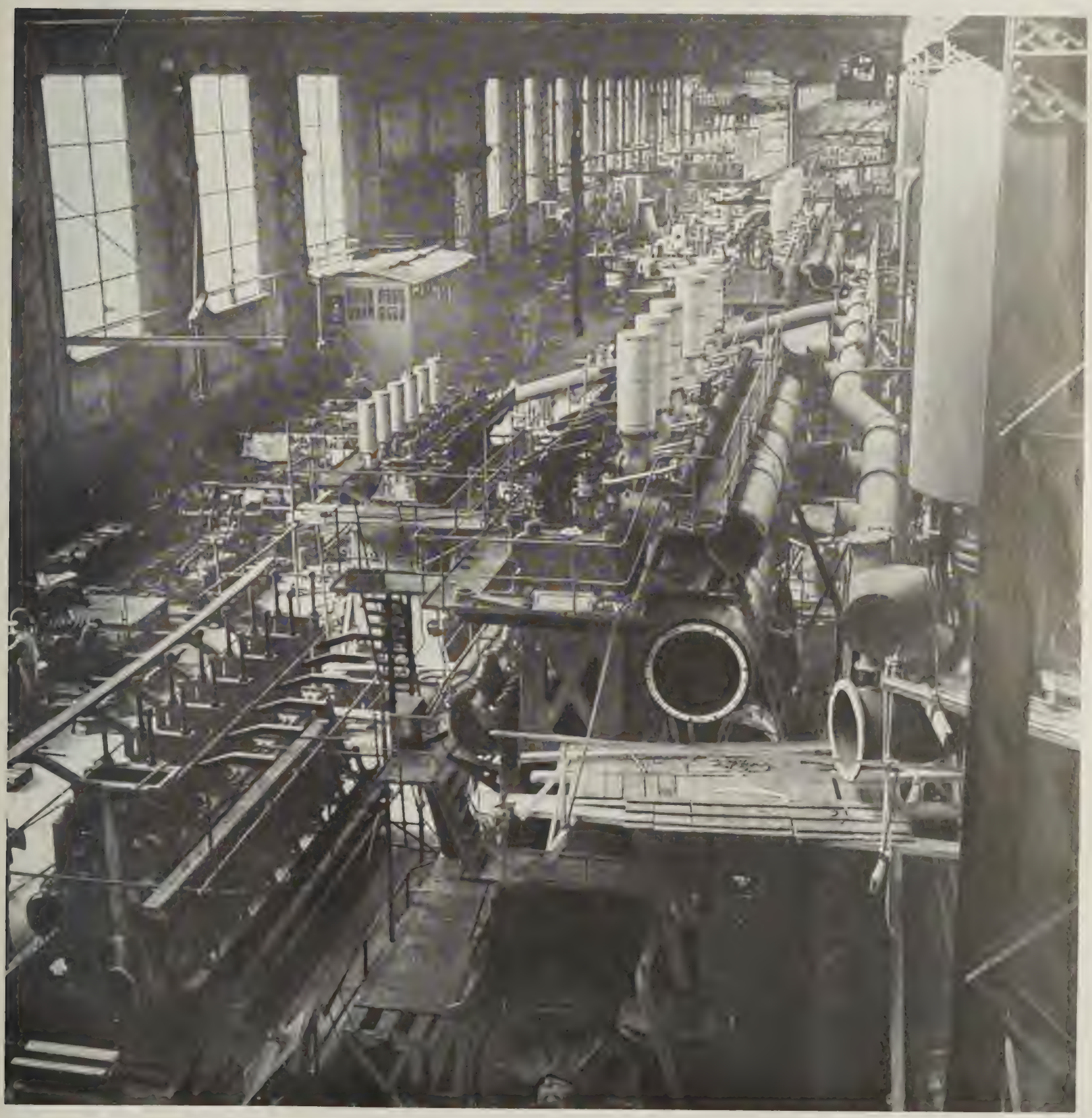
« Les comptables industriels, déclare M. Constant, ont continué à computer soigneusement le dixième de valeurs d'achats qui ne signifiaient plus rien en face d'une administration fiscale qui voyait dans l'amortissement un cadeau légal consenti à regret sur les bénéfices imposables. Ces sommes se sont inscrites à côté des réserves, impuissantes qu'elles étaient à permettre le remplacement des vieilles machines par des neuves. Les trésoreries ont trouvé là un aliment devant les exigences croissantes du stock outil. Mais le matériel n'a pas été renouvelé. »

La législation récente ne remédie qu'en partie à cette situation.

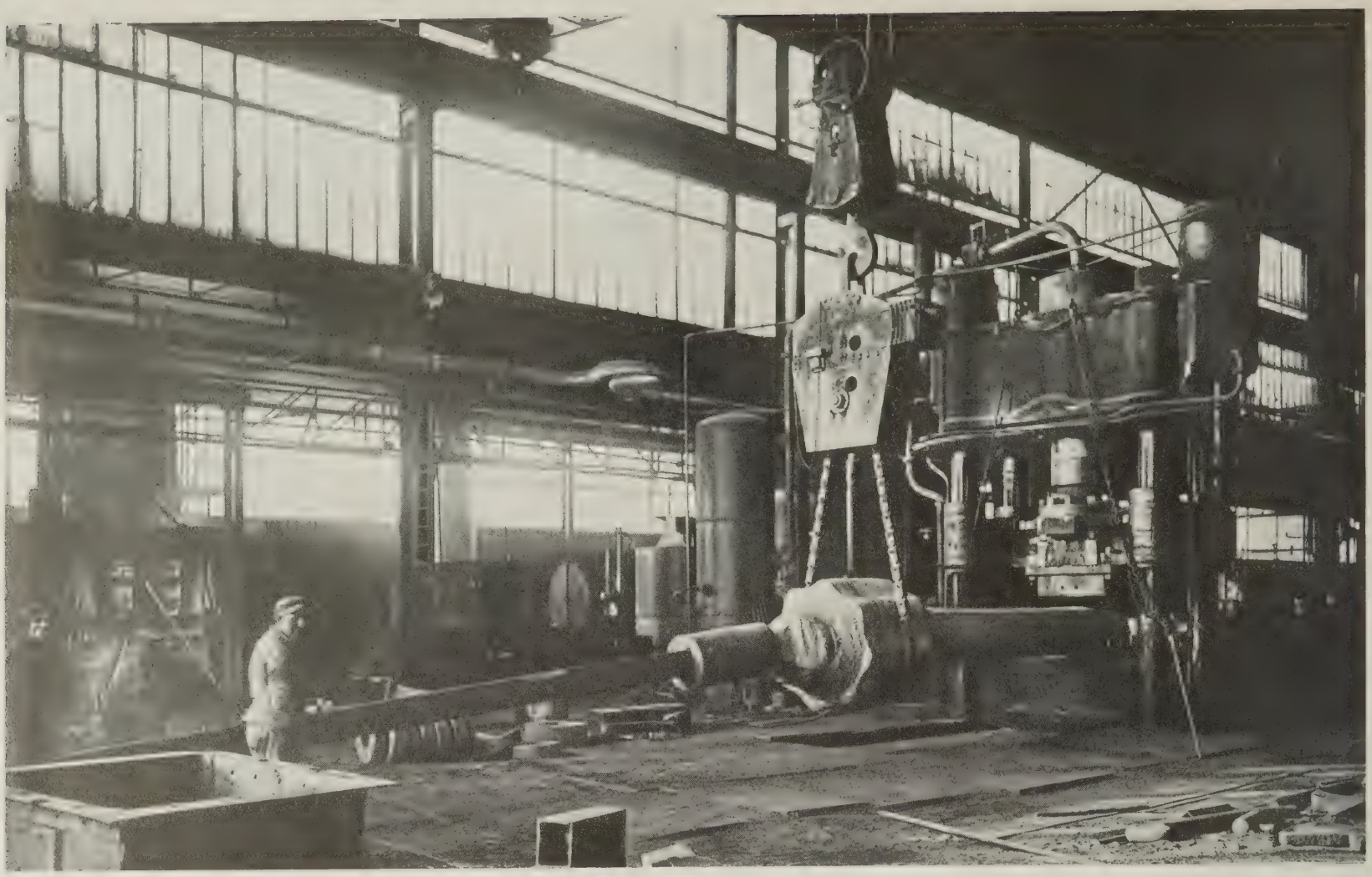
VERS LA SPÉCIALISATION DES ENTREPRISES

Les industriels ont bénéficié depuis la fin de la guerre d'un marché sur lequel la demande l'emporte de beaucoup sur l'offre. Il est peu vraisemblable que cette situation se maintienne, même dans l'hypothèse où le marché ne resterait pas faussé, comme il l'est actuellement, par l'insuffisance notoire du pouvoir d'achat de masses très importantes de clients. Il faudra, en conséquence, s'organiser pour produire à meilleurs prix. Comment ?

A supposer que les questions de matières premières, de main-d'œuvre, de renouvellement normal du matériel soient résolues, la forme même de la fabrication française devra être changée. On a dénombré, il y a quelques années, dans les catalogues 70 modèles de baignoires en fonte émaillée, 1.500 modèles de pompes, 3.000 modèles de haches. Il serait audacieux d'affirmer



SINISTRÉ PENDANT LA GUERRE, LE HALL DE CONSTRUCTION DES MOTEURS DE CET IMPORTANT CHANTIER NAZAIRIEN EST AUJOURD'HUI EN PLEINE PRODUCTION.



LE FORGEAGE ET L'ÉTIRAGE D'UN LINGOT DE 26 TONNES DANS UNE DES PLUS GROSSES USINES FRANÇAISES DU NORD EST UNE OPÉRATION SPECTACULAIRE.

que chacun correspondait à une nécessité. En revanche, on voit qu'une telle diversité conduit à la dispersion des efforts, à l'aggravation des prix de revient, provoquée par la surabondance d'outillage, la fréquence des temps morts et l'impossibilité de travailler en série. Les séries sur lesquelles peut espérer travailler l'industrie française ne sont certes pas à l'échelle des séries proposées à l'industrie étrangère. Cependant on peut améliorer sensiblement le coefficient d'utilisation des machines, faciliter leur remplacement par des matériels spécialisés à plus grand débit et réduire le nombre des modèles de fabrication. Pour cela on préconise et l'on commence à appliquer une combinaison de la concentration industrielle et de la spécialisation des usines.

La concentration, affirme M. Constant, s'impose lorsque le sort d'une industrie dépend de la mise en service d'outils à très grand rendement qui, à cause de l'étroitesse du marché français, ne peuvent être montés qu'en très petit nombre. Elle n'est d'ailleurs intéressante que lorsqu'elle s'exerce sur des entreprises importantes. A supposer dix fortes entreprises faisant ensemble 70 % du chiffre d'affaires d'une profession, les 30 % restants étant partagés entre une centaine de petites entreprises, la concentration de celles-ci sur les dix premières ne procurerait qu'un accroissement des séries inférieur à 50 %. A l'inverse, une mesure de concentration limitée aux dix entreprises importantes et laissant de côté les 30 % du marché réservés aux petites entreprises, permettrait un accroissement des séries susceptible d'atteindre 1.000 %.

La spécialisation des entreprises consiste à obtenir de chacune d'elles que pour un même volume total d'activité elle porte ses efforts sur une moindre diversité de fabrications. Si dans une industrie dix entreprises fabriquent toutes dix modèles d'appareils se ramenant pratiquement aux dix mêmes types et qu'on ne laisse subsister que quatre constructeurs pour chaque type il en résultera un accroissement théorique des séries de 250 %. La série permet de gagner sur le rendement en affectant à une fabrication la machine banale qui lui convient le mieux et à laquelle on apporte petit à petit les perfectionnements qui en font une machine spécialisée. Dans ce domaine de l'adaptation du matériel les petites entreprises, dont les animateurs sont en général des praticiens consommés, contribuent largement à la naissance et à la mise au point des mille trouvailles de détail grâce auxquelles les conditions et le prix d'une fabrication sont complètement modifiés. L'utilité de la recherche se fait d'ailleurs plus évidente lorsque les entreprises circonscrivent le champ de leur activité, car elles voient alors dans la recherche l'un des éléments les plus importants de la concurrence, ce qu'elle est réellement.

QUELQUES EXEMPLES DE PERFECTIONNEMENTS

Quelques exemples entre mille le montrent bien.

Des économies considérables ont été obtenues grâce aux procédés d'allégement par suppression de matière. Aux pièces massives on substitue des profils particulièrement étudiés. Dans les constructions mécaniques on élimine la matière là où elle ne contribue qu'en petite partie à l'absorption des forces extérieures et l'on aboutit à la construction cellulaire dans les bâtis de machines, aux caisses tubulaires des wagons de chemin de fer et aux carrosseries-coques d'automobiles. On s'achemine de plus en plus vers la structure entièrement travaillante que l'on améliore par l'emploi d'alliages légers.

L'assemblage des divers éléments d'un ensemble peut s'effectuer par plusieurs méthodes. En remplaçant la fonte par l'acier laminé soudé on obtient, à rigidité égale, un allégement de 50 %. La construction soudée remplace également la construction rivée. On estime que dans les constructions neuves et les réparations de matériel de chemin de fer 1 kilo d'électrodes économise 25 kilos d'acier. Le viaduc rivé d'Austerlitz, construit en 1906 pour des convois de 121 tonnes, a été renforcé par soudure, durant le passage journalier de 700 trains, de telle sorte qu'il soutient maintenant la traversée simultanée de deux convois de 420 tonnes.

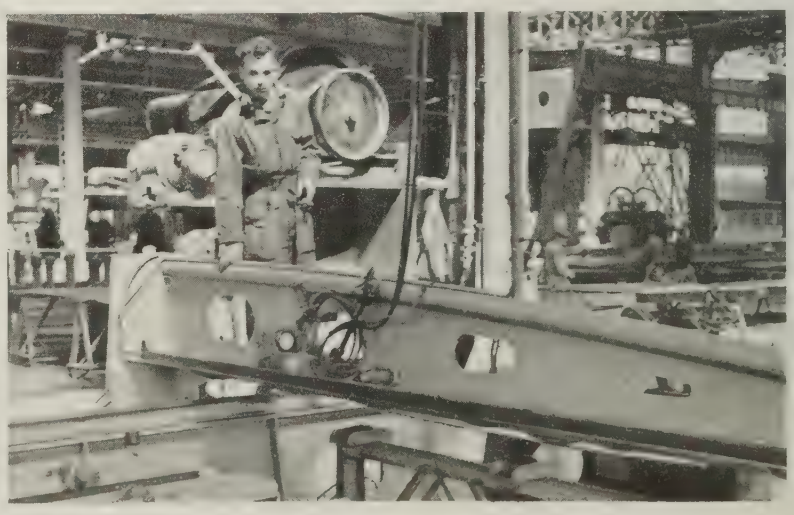
Le procédé d'usinage joue un rôle prépondérant dans le bon emploi de la matière : le forgeage à froid des écrous et boulons, la fabrication des coussinets minces d'automobile ont conduit à un abaissement des prix de revient.

De même, la substitution d'une matière à une autre, habituellement employée jusqu'ici, a donné des résultats remarquables. On a gagné, par exemple, 35 % sur le poids d'un wagon.

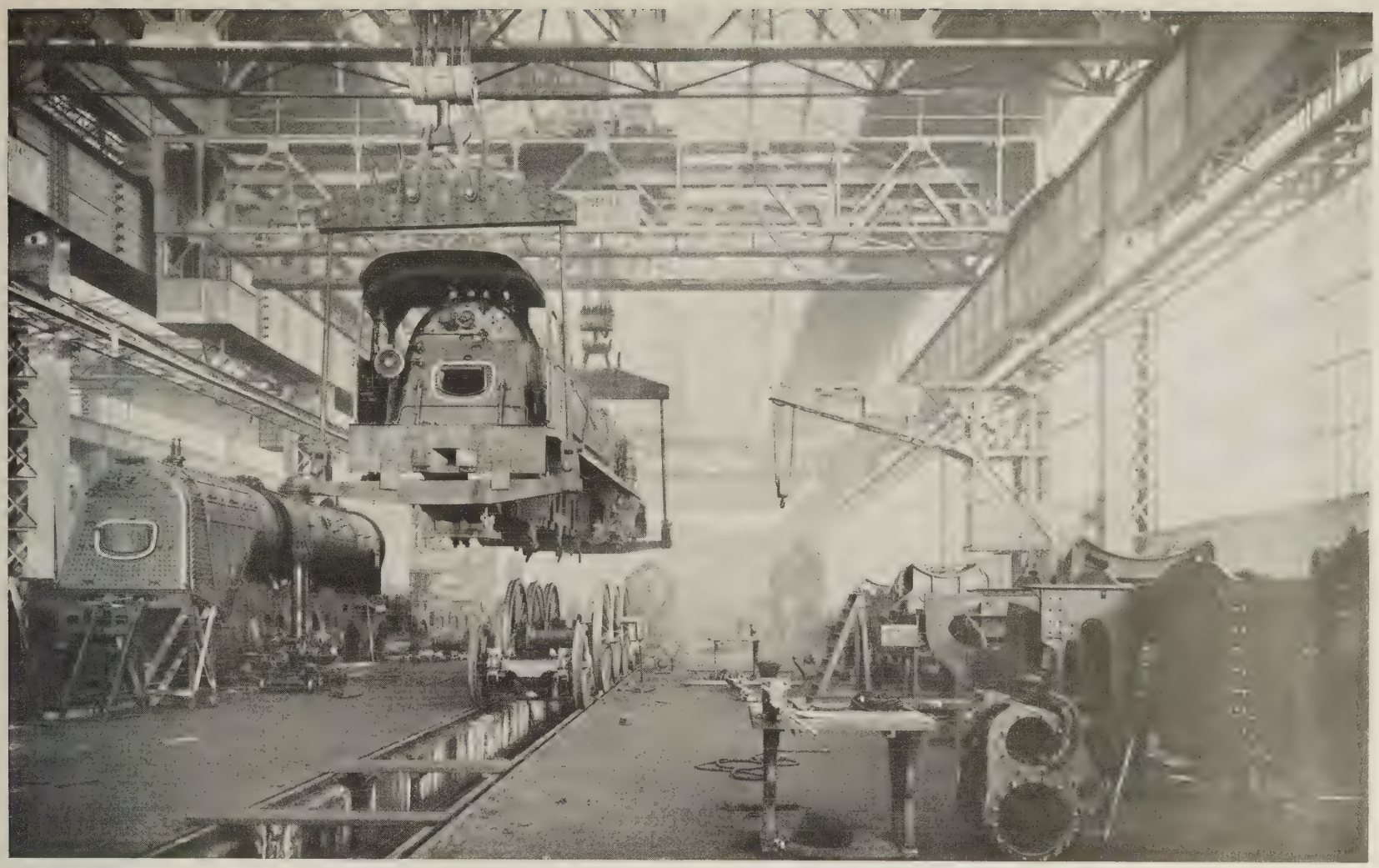
Avec les revêtements métalliques on substitue à une pièce en métal massif une pièce constituée par un matériau moins rare, revêtu d'une couche de métal noble d'une épaisseur suffisante pour assurer la protection et la résistance voulues.

Le chromage dur, différent du chromage ordinaire par l'épaisseur de la couche (1/100 à 1/10 de millimètre au lieu d'un micron), confère une résistance telle que les durées d'utilisation se trouvent multipliées par 5 ou même par 10.

A elle seule la cellule photoélectrique a donné lieu à d'innombrables perfectionnements de détail. Dans les appareils de levage et de manutention on



UNE DES MACHINES MODERNES DESTINÉES AU DÉCOUPAGE RAPIDE DES TOLES DANS UN CHANTIER, EN PLEINE RÉNOVATION, DE LA RÉGION MARSEILLAISE.



DANS CETTE USINE, QUI EST SPÉCIALISÉE DANS LA FABRICATION DU GROS MATÉRIEL, LES LOCOMOTIVES SE PROMÈNENT SUSPENDUES A D'ÉNORMES PALANS.

l'utilise pour le démarrage automatique, provoqué par l'apparition sous l'engin d'une charge quelconque, exactement comme dans le cas des escaliers roulants du métro ou des portes de garage s'ouvrant devant la voiture qui se présente. La cellule sert pour le triage, la pesée et le comptage automatique des pièces, pour le contrôle des dimensions — la machine s'arrête si la pièce qu'on lui donne à usiner n'est pas conforme — pour le verrouillage électrique, pour le contrôle et le ralentissement des vitesses, un frein de sécurité se déclenchant lorsqu'une vitesse déterminée est dépassée. On l'a employée avec un égal succès pour la protection de la main-d'œuvre. La machine stoppe dès que l'ouvrier s'expose en un point dangereux.

LES INCONVÉNIENTS DE LA SPÉCIALISATION

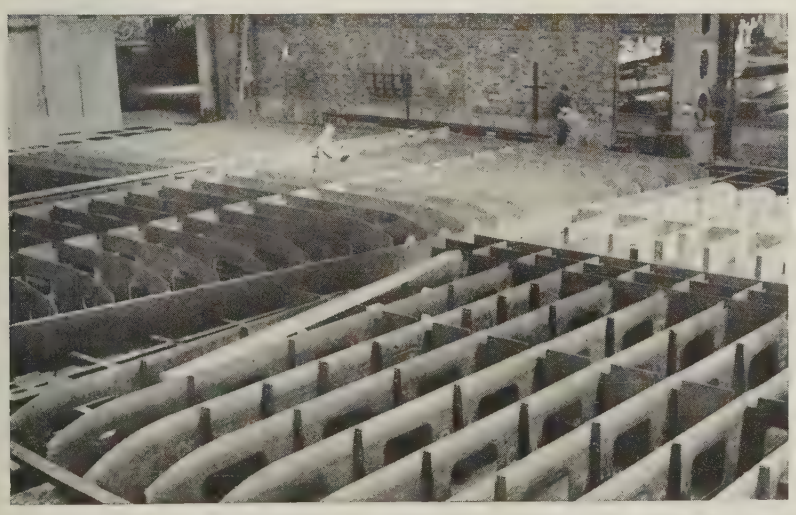
La plupart de ces perfectionnements ne peuvent être obtenus que dans des entreprises susceptibles d'inscrire à leur budget « études » des sommes importantes, à moins qu'elles ne soient très spécialisées. Une politique industrielle orientée vers la réduction puis la normalisation des modèles et vers la spécialisation des entreprises détermine progressivement une évolution qui se traduit, d'un côté, par des concentrations spontanées que la spécialisation suscite, de l'autre, par une résorption partielle des petites entreprises intervenant comme auxiliaires de fabrications complexes. Cette politique ne laisse pas de provoquer des réactions. La Chambre syndicale de la construction, de la réparation et des industries annexes du matériel roulant vient de souligner le danger d'une spécialisation trop poussée lorsque les commandes n'arrivent pas régulièrement.

« Les questions de qualité et de prix, déclare-t-elle, dépendent avant tout de la continuité du travail... Ce ne sont pas des commandes massives que nous demandons : elles entraînent le désordre ; mais des commandes continues, gage de régularité et d'économies... Si l'on a des crédits pour financer la concentration, il serait plus expédient de les affecter d'urgence à la construction du matériel, car c'est là qu'ils font défaut. Puis, la situation s'améliorant graduellement, peut-être certaines spécialisations, certaines fusions même apparaîtront alors comme opportunes... »

Mais pour le moment, si l'on n'est pas pessimiste dans l'industrie de transformation des métaux, on reste très prudent.

L'accord du 11 mars 1948 octroyant à notre pays 50 millions de dollars pour l'achat de surplus américains a motivé presque un cri d'alarme.

« Il ne faut pas, a écrit *l'Usine nouvelle*, que parmi ces biens d'équipement figure du matériel que nos industries sont susceptibles de livrer à des conditions normales de prix et de qualité... On ne doit pas perdre de vue le ralentissement qui a commencé à se produire dans différentes branches de nos industries mécaniques. De nombreuses machines, vendues à un prix très inférieur à la normale, ont déjà été récupérées en Allemagne. Notre industrie mécanique atteint peu à peu à la classe internationale et poursuit ses progrès sur des modèles nouveaux avec la spécialisation des fabrications. Il serait dangereux de reproduire l'erreur d'il y a trente ans et d'écraser notre industrie par des importations massives faites sans discernement. »



LA FRANCE A COMMENCÉ A FAIRE LES ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS QUI SONT A LA BASE DE LA CONSTRUCTION EN SÉRIE DES GRANDS ENSEMBLES MÉCANIQUES.

LE PROBLÈME DES INGÉNIEURS

Ce n'est pas à coup sûr à des importations massives que songe M. Constant lorsqu'il se penche sur le très grave problème des ingénieurs.

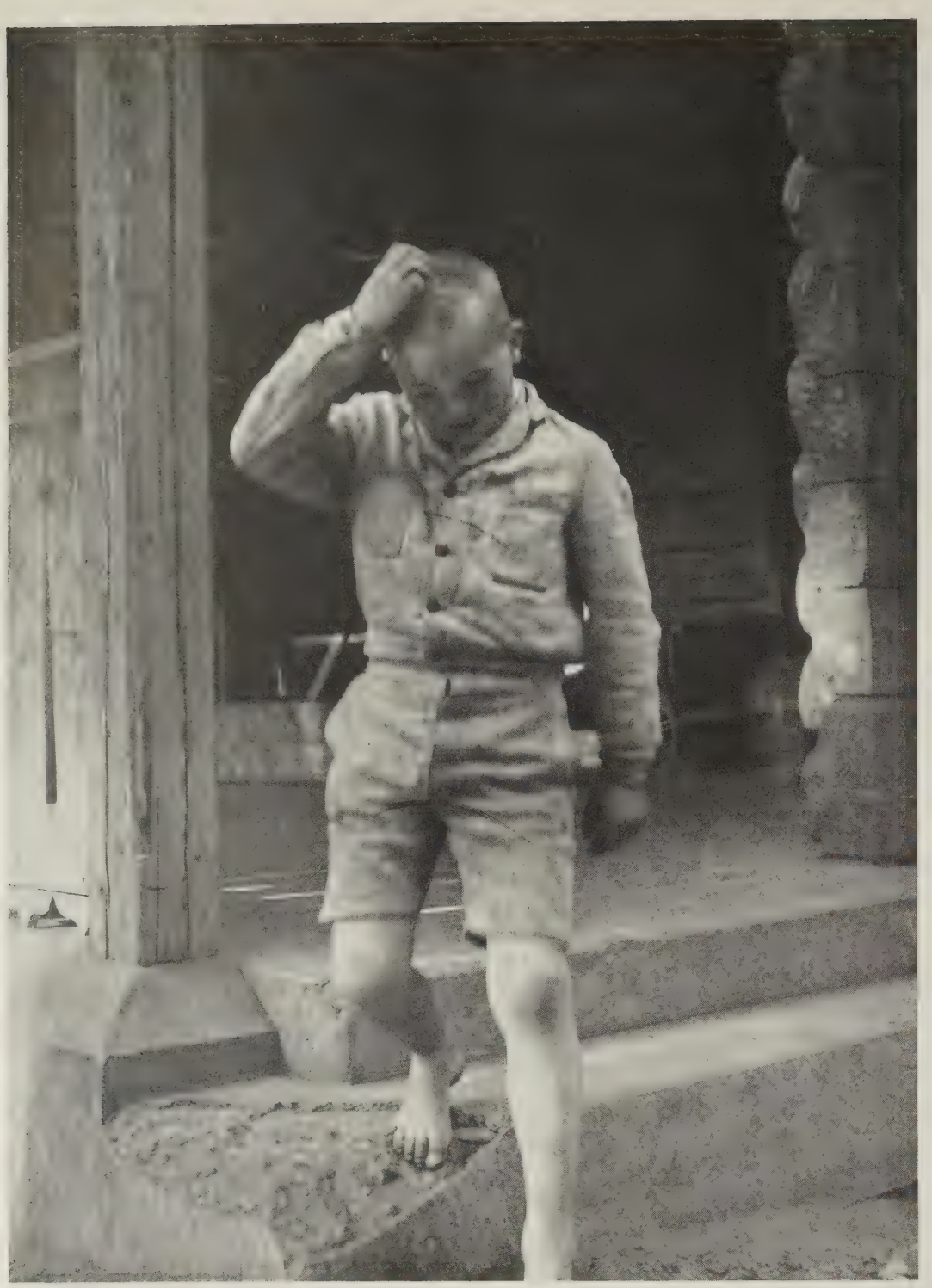
« Depuis vingt ou trente ans, déclare-t-il, les ingénieurs de valeur tendent de plus en plus à s'évader de la carrière du technicien. Pourquoi ? Parce que les entreprises ne sont plus dirigées par des techniciens, mais par des administratifs ou des financiers. Le financier vient souvent des banques lorsque quelques bilans un peu lourds menacent de gel un solde débiteur un peu important... L'administratif est recherché parce que son concours paraît de nature à attirer sur l'entreprise une part de la manne que répand un Etat qui touche à tout et aussi parce que sa connaissance des textes administratifs et l'habitude de leur interprétation ont sur les bénéfices finaux de l'entreprise une influence plus déterminante que celle de l'ingénieur le plus distingué. »

Comment y remédier ?

« Il faudrait, répond M. Constant, le stimulant de la concurrence internationale que créerait soit l'obligation d'exporter davantage, soit la venue sur le marché français des produits étrangers. On devrait alors faire à la technique une place de premier rang, élever la situation matérielle et morale de l'ingénieur, le mieux payer et le mieux considérer. »

Il semble bien que les industries transformatrices des métaux ne soient pas loin de ce tournant.

Photographies *France-Illustration* (Alexandra et M. Jarnoux)



COUPABLE DE VAGABONDAGE NOCTURNE, CE GARÇON A ÉTÉ CONDAMNÉ A AVOIR LES CHEVEUX RASÉS.

UN HONGROIS A RÉALISÉ...

UNE CITÉ D'ENFANTS

par JÉROME HARDOUIN.

QUAND, par 25 degrés au-dessous de zéro, sous un vent glacial, le pédagogue hongrois Sigismond Adam, déporté en Ukraine dans les rangs d'un bataillon disciplinaire, balayait la neige sur l'ordre des S. S., il cherchait à oublier la dure réalité en évoquant un vieux film américain. Le sujet en était fort simple. Une troupe de gosses vagabonds entreprend de fonder une « république d'enfants » avec des lois plus justes que celles du monde des adultes.

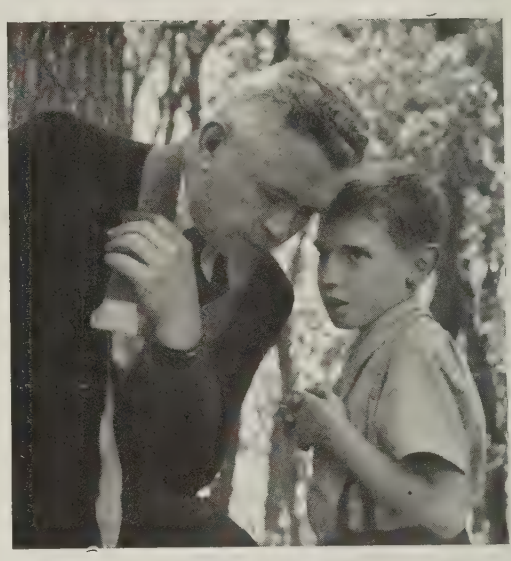
« Si jamais je me tire de là, se disait-il, je fais vœu de créer une communauté qui permettra aux petites victimes innocentes de cette tuerie de devenir des êtres humains dignes de ce nom. »

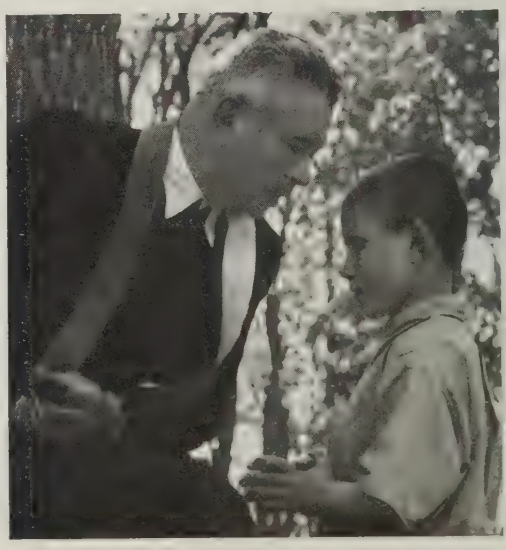
Au lendemain de la Libération, on ignorait encore en Hongrie le sens de « sciuscia », et l'on avait eu le temps d'oublier celui de « bezprizornis ». Mais des milliers d'enfants, orphelins, abandonnés ou égarés, n'en erraient pas moins à travers le pays en proie à une inflation sans précédent, vivant de chapardages, de marché noir...

Cependant, Sigismond Adam, un de ces doux obstinés dont le regard reste sans cesse farouchement fixé sur leur but, courait de bureau en bureau, suppliant les autorités de l'aider à réaliser son projet.

Ce furent les autorités qui se lassèrent les premières. Pour se débarrasser de cet « illuminé », on lui indiqua, à 250 kilomètres de la capitale, dans la région de Debreczen, des baraquements désaffectés qui avaient abrité pendant la guerre un hôpital de chevaux.

L' « illuminé » avait entre temps obtenu de la Croix-Rouge hongroise un colis de vêtements et de linge, trois ou quatre caisses contenant des conserves et du lait en poudre, et à force de





L'ABBÉ UGROCZY CONFESSE EN PLEIN AIR.

persuasion avait recruté quelques collaborateurs bénévoles. Riche de toutes ces acquisitions et surtout de l'espoir, il quitta la capitale et le lendemain débarqua dans son nouveau domaine.

Cela se passait en juillet 1946. Depuis, la cité des enfants de Hajduhadhaza est devenue une attraction touristique. Si l'on réunissait tout ce qui a paru dans la presse mondiale, anglo-saxonne en particulier, sur cette république des enfants on obtiendrait plusieurs volumes. Tout cela est l'œuvre d'un homme, la matérialisation d'un rêve grâce à la volonté d'un apôtre. Sigismond Adam, avec sa voix douce et son regard ardent, évoque en effet les fondateurs de l'Eglise.

Tel l'avocat qui attend sa première cause, Adam, installé dans une hutte à la lisière d'un bois, attendit ses premiers « sciuscias ». Le 29 juillet 1946, il en reçut d'un seul coup cinq. Il les lava, remplaça leurs haillons par des vêtements de la Croix-Rouge et se mit à l'œuvre.

Tout était à créer. Entre les murs des baraquements il n'y avait ni chaises, ni tables, ni lits. Le bois des caisses servit à improviser les premiers « meubles ». Grands et petits s'attelèrent à la tâche avec entrain.

Quelques semaines plus tard, la rumeur se répandit chez les enfants vagabonds de Hongrie qu'à Hajduhadhaza il y avait une colonie prête à les accueillir. D'un peu partout les gosses se mirent alors à affluer, isolés ou par groupes. Un garçon de douze ans qui « gagnait sa vie » en ramassant les mégots dans les rues de Budapest et en volant aux étalages prit le train en resquilleur. Surpris par le contrôleur, il lui expliqua qu'il se rendait dans la cité des enfants, et le cheminot, pour une fois, renonça à sévir.

Le ramasseur de mégots fut accueilli avec des fleurs, littéralement. Une habitude de la cité des enfants veut en effet qu'on offre des bouquets à chaque nouveau venu. Aujourd'hui le petit sciuscia budapestois est un des membres les plus sûrs de la police de Hajduhadhaza. Car la cité des enfants possède sa police, son administration, son bureau de poste et sa mairie, comme toute commune qui se respecte. Mais elle a ceci de particulier qu'elle est administrée par des moins de seize ans. Le maire, le secrétaire de la mairie, le préfet, les juges, les policiers sont tous élus au scrutin secret parmi les habitants de la cité. Le fondateur n'a jamais voulu transiger sur ce point. Ce que les enfants sont capables de faire eux-mêmes, les adultes n'ont pas à s'en mêler. C'est uniquement en tant que « techniciens » indispensables que les grandes personnes sont « tolérées » dans la colonie. On les tolère donc comme maîtres de classe et comme chefs d'atelier. La cité possède en effet une serrurerie, une menuiserie, une cordonnerie, un « salon » de coiffure, un atelier de tailleur et une ferme modèle de 300 hectares avec une dizaine de vaches et autant de chevaux.

En principe, la cité des enfants est, du point de vue économique, une autarcie. Mais si elle a pu subsister jusqu'ici c'est surtout grâce à des dons venus de l'extérieur. Sa réputation mondiale lui vaut maintenant un afflux ininterrompu d'envois de tous les coins du monde. Les Quakers d'Amérique leur envoient du tissu, les œuvres suisses, du lait et des conserves, la Croix-Rouge suédoise leur a fait cadeau d'une robuste Ford, les ouvriers d'une usine hongroise d'appareils électriques leur ont installé l'éclairage et ceux des P. T. T. magyars, le téléphone. Maîtres et élèves ont formé l'équipe qui a construit l'aqueduc. Le gouvernement hongrois a offert à la colonie une dizaine de tracteurs. Selon une tradition déjà bien établie dans la cité des enfants, vieille à peine de deux ans, les donateurs particulièrement généreux sont élus citoyens d'honneur. La cité en compte actuellement un peu partout dans le monde. Il y a parmi eux un directeur d'usine suédois, une modeste fermière du Kansas (qui chaque semaine envoie un colis de vêtements à Hajduhadhaza) et un ministre hongrois.

Les livres, qui affluent aussi de toutes parts, ne sont pas les moins appréciés. Plusieurs journaux font en outre régulièrement leur service aux enfants. Ceux-ci les lisent d'ailleurs avec passion.

LES ENFANTS FONT EUX-MÊMES LES CORVÉES...

... ILS PORTENT L'EAU ET CASSENT LE BOIS.

SIGISMOND ADAM, CRÉATEUR DE LA CITÉ DES ENFANTS, CONVERSE AVEC L'AUMONIER, L'ABBÉ UGROCZY.

— Qu'y trouves-tu d'intéressant ? demandons-nous à un lecteur assidu d'un organe politique de la capitale.

— D'abord les prévisions météorologiques. Mais il y a aussi la rubrique des sports...

Le maire actuel de Hajduhadhaza est un « grand ». Il a seize ans. Son prédécesseur a résigné ses fonctions à treize ans. Ses camarades craignaient que la gloire ne lui tournât un peu la tête, et ils ne l'ont pas réélu. L'adolescent qui lui a succédé doit son succès aux filles, auprès desquelles il est très populaire. Un tiers de la population de la cité est composé de « citoyennes ». Citoyennes et citoyens ont le droit de vote dès qu'ils savent lire et écrire. Passé dix ans, ils deviennent éligibles.

Le maire fume une cigarette offerte par un visiteur. C'est parfaitement légal. A partir de quinze ans, les jeunes gens ont le droit de fumer « cinq fois par jour ». Il ne s'agit évidemment pas de cinq cigarettes, car la cigarette est ici un luxe, mais bien plutôt de cinq bouffées.

Toutes ces règles, les enfants se les sont imposées eux-mêmes. Si jamais discipline a été volontairement consentie, c'est bien ici. Sigismond Adam avait la conviction qu'il était possible de faire régner le respect des lois parmi les enfants sans recourir au martinet, et l'expérience lui a donné raison. Ceux qui ne peuvent absolument pas se plier aux règles finissent tôt ou tard par s'enfuir. Mais de tels cas sont tout à fait excep-

tionnels. L'autre jour le directeur vit revenir un fugitif accompagné de quatre nouvelles recrues. Sa brève escapade avait fait comprendre au petit révolté qu'on n'était pas si mal que ça à Hajduhadhaza, et il avait même fait du prosélytisme.

Une agréable surprise attend les visiteurs venus de France : un huitième des gosses de la cité apprennent le français. Ils espèrent pouvoir bientôt correspondre avec les enfants de France.

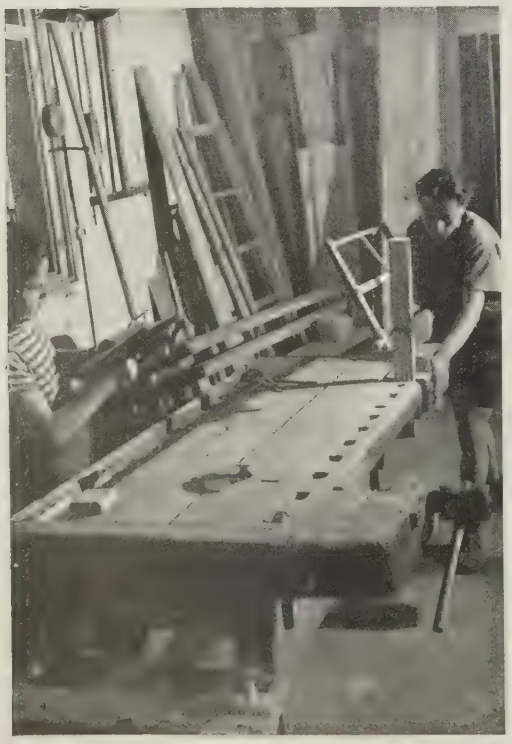
Révoltes ou insurrections sont chose inconnue dans la cité des enfants. Mais les « délits » mineurs sont évidemment monnaie courante. Un tribunal d'enfants sanctionne impitoyablement la moindre infraction aux lois de leur petite société. Les verdicts sont généralement sévères. Joseph Springer, 11 ans, a quitté l'enceinte de la cité après 9 heures du soir sans permission spéciale. On le punit en lui rasant la tête.

Le tribunal d'enfants a été appelé un jour à juger un adulte. On apprit que dans le village voisin une paysanne troquait des douceurs et des cigarettes contre des vêtements provenant du magasin des enfants. Elle fut citée devant le tribunal et condamnée à restituer sans contre-partie les effets délictueusement obtenus. Comme la bonne femme protestait, il fut décidé qu'elle serait conduite sous bonne escorte à la gendarmerie de Debreczen. Réflexion faite, elle préféra la justice des petits à celle des grands.

Photographies Reismann.

... ET ASSURENT AUSSI L'ENTRETIEN DE LA CITÉ.

ENQUÊTEURS VISITANT UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES CITOYENS ET CITOYENNES D'HAJDUHADHAZA.



DEUX EX- « SCIUSCIAS » FUTURS MENUISIERS.

SIGISMOND ADAM ET L'AUMONIER DE LA CITÉ, L'ABBÉ UGROCZY, SONT LES MEILLEURS AMIS DU MONDE.

L'IRAN MODERNE

par notre envoyé spécial
PIERRE EUILLE

LE voyageur qui arrive à l'aérodrome de Téhéran ne peut manquer d'être frappé par l'aspect moderne du spectacle qui l'entoure bientôt. Parcourant quelques kilomètres sur une belle route lisse, à travers une campagne où il peut entrevoir des tracteurs, il arrive à Téhéran par ce bel alignement de bâtiments résidentiels et de maisons d'affaires qu'est maintenant l'avenue Chah-Reza. Il laisse à sa gauche l'université, dessinée par un architecte iranien, M. Ferughi, en collaboration avec des architectes français, et conçue avec un art que mettent encore en relief la lumière et la chaîne de montagnes sur laquelle elle se détache. De part et d'autre de la grande artère prennent accès des rues de seconde importance, bien dessinées et qui sont bâties, sans densité excessive, d'immeubles ou d'attrayantes villas. Il s'agit là du nouveau Téhéran. Et un séjour de quelque durée en Iran, une étude des données statistiques et économiques permettent d'apprécier tout aussi bien le nouvel Iran.

Des hôtels modernes, somptueux à la façon de certains palaces de nos villes d'eaux, accueillent le voyageur sur les rives mêmes de la Caspienne.

Leurs parcs bien ordonnés, où rosiers et orangers entretiennent toute l'année d'éclatantes couleurs, rattachent dans une combinaison idéale le rivage de la mer aux premiers contreforts de la montagne — aux premiers arbres de la grande forêt. Celle-ci, plantée de chênes, de hêtres et de noyers, s'élève souverainement jusqu'aux festons des neiges éternelles qui, de 4.000 mètres et sur la moitié de l'horizon, dominent les plats infinis de la Caspienne.

Dans l'exhubérance des végétations et sous un climat qui est salubre presque toute l'année, des chasses aux grands félins peuvent être organisées parfois aux portes mêmes de l'hôtel. Sur les pentes de la montagne des champs de neige s'ouvrent aux skieurs et des stations de sports d'hiver ont été aménagées sous la direction d'un moniteur français.

Une école de vol à voile vient aussi d'être créée.

En fait, et pour ne plus considérer seulement les impressions des voyageurs, c'est une œuvre considérable qui a été réalisée... sous la conduite de monarques passionnés de modernisme, et cette œuvre, de surcroît, confirme tout le sérieux avec lequel sont envisagés les projets actuels.

En agriculture, à côté des cultures traditionnelles : avoine, seigle et orge, fruits et légumes, élevage, destinées à satisfaire aux besoins de la consommation familiale, de nouvelles grandes cultures se sont développées, certaines sur l'initiative de grands propriétaires terriens ; le riz, avec 300.000 tonnes annuellement produites ; le coton, avec 20.000 tonnes ; les graines oléagineuses, tels sont les résultats les plus remarquables de ces initiatives intelligentes et conjuguées. D'autre part, l'Etat iranien a pris sur lui d'implanter en Iran de nouvelles productions agricoles que le sol et le climat autorisaient et qui viennent se substituer à d'onéreuses importations. La culture du thé, mise au point sur l'indication de techniciens chinois, atteint 7.000 tonnes et satisfait déjà aux deux tiers des besoins. Celle de la betterave, qui ne pouvait aller qu'avec l'installation par l'Etat de sucreries et de raffineries, livre actuellement 430.500 tonnes de sucre. Le tabac, enfin — systématiquement développé avec des plants bien sélectionnés — atteint une production annuelle de 17.000 tonnes et donne lieu maintenant à l'exportation.

L'industrie s'est développée sur des lignes analogues. D'une part, les métiers d'artisanat locaux, qui ont tant servi dans le passé au prestige de l'Iran, ont été rénovés les uns par l'ouverture de nouveaux ateliers plus modernes, plus salubres, ainsi l'industrie des tapis ; les autres par la mise en œuvre d'idées qui visent à restaurer

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE D'IRAN DESCEND D'UN « VAMPIRE » QU'IL VIENT DE VISITER COMPLÈTEMENT.

AU CENTRE DE LA PLACE DU PARLEMENT, A TÉHÉRAN, LA STATUE ÉQUESTRE DE L'EMPEREUR.

toute la vitalité d'un esprit créateur, ainsi la nouvelle école des miniatures d'Ispahan.

D'autre part, l'équipement proprement industriel s'amorçait, s'exprimant lui aussi par le fourmillement des initiatives privées (tissage, filature surtout à Ispahan, tanneries et verreries surtout à Téhéran) et par une œuvre gouvernementale accomplie avec force sur quelques lignes principales : deux usines chimiques, une cimenterie, une fabrique pour la filature et le tissage de la soie, plusieurs pour la filature et le tissage de la laine, une pour le jute, huit sucreries.

Enfin, le gouvernement apporte au problème des transports, si grave en Iran du fait des distances, une série de solutions : le Transiranien, de la Caspienne au golfe Persique, long de 1.184 kilomètres, construit en quelques années, bien qu'il franchisse huit systèmes montagneux avec des sommets de 3.000 à 4.000 mètres, apparaît l'un des exemples les plus remarquables de ce que peut réussir la foi jointe d'un peuple et d'un gouvernement. Parallèlement et aussi en quelques années un réseau routier entre les principales villes d'Iran était construit, maintenant goudronné sur de longues distances ; les ports de Kharramchahr, Bendershapour et Bandarchah, créés de toutes pièces. Et un réseau d'aviation intérieur venait compléter le système des communications.

Dans ses premiers succès la foi du jeune peuple iranien a puisé un nouvel aliment, et la génération d'intellectuels, d'ingénieurs, de juristes que le précédent roi avait envoyés se former dans les pays d'Europe, notamment en France, a repris maintenant l'œuvre ininterrompue.

C'est ce jeune Iran qui s'exprime dans le nouveau programme d'équipement actuellement soumis au vote du parlement sous le nom de plan septennal. 20 milliards de rials (1) (134 milliards de francs), telle est la dépense envisagée. Il s'agit de compléter presque définitivement l'œuvre entreprise, soit en poussant plus avant jusqu'à une sorte d'achèvement certaines industries qui ont eu déjà des premiers succès (ainsi, avec des équipements qui chiffrent respectivement à 47 milliards de francs et 20 milliards de francs, les industries textiles et les sucreries devraient satisfaire intégralement à la demande iranienne ; avec 4 milliards de francs l'industrie du tapis devrait disposer d'une technique moderne), soit que le programme vise à élever à un même niveau de modernisme certains domaines de l'équipement national n'ayant jusqu'à maintenant reçu que peu de développement : l'irrigation des terres, le matériel agricole lourd, la lutte contre les maladies du bétail et l'amélioration de la qualité du cheptel, l'installation de chaînes frigorifiques (pour les seuls travaux d'irrigation 20 milliards de francs doivent être dépensés). La mise en place d'un outillage moderne dans les ports est prévue ainsi que la création d'une ligne transversale de chemin de fer est-ouest qui restituerait aux provinces de la Caspienne leur exutoire naturel sur la mer Noire, et aussi qui mettrait par la Turquie Tabriz et Téhéran respectivement à trois et quatre journées des capitales européennes. Enfin, des améliorations seraient apportées au problème de l'adduction et de l'évacuation des eaux dans les grands centres — problème qui reste le plus préoccupant de l'urbanisme persan.

Le financement d'un si vaste ensemble est prévu de manière sage : pour plus de la moitié sur les ressources mêmes dont dispose l'Iran. Le restant serait obtenu de la Banque internationale de Reconstruction et seulement après que ce plan aurait donné lieu à de premières et importantes réalisations.

Pays dont l'essor effectif au cours de ces vingt dernières années doit permettre d'apprécier ces nouvelles perspectives de développement, l'Iran ne peut manquer, dans son commerce extérieur, de refléter ces possibilités.

Le commerce extérieur iranien, dans les statistiques, apparaît déséquilibré : 33 milliards de francs à l'importation, 15,5 milliards de francs à l'exportation. Mais ce déséquilibre n'est qu'apparent. La principale exportation iranienne, celle du pétrole, s'exprime dans l'économie iranienne par les paiements A. I. O. C., que les statistiques douanières ne mentionnent pas et qui sont, tout compris, de l'ordre de 16,5 milliards de francs. La principale exportation iranienne procure donc à l'Iran plus de 13,5 milliards de francs, et dès lors il est permis de dire que les échanges extérieurs iraniens sont, en fait, approximativement balancés. L'industrie pétrolière se situant sous un aspect qui la distingue de l'économie persane proprement dite, l'Iran apparaît essentiellement agricole, et il présente dans les échanges commerciaux les caractères qui sont propres à ce type de pays. A l'exportation, l'essentiel — en valeur 80 % — provient des ressources de la flore et de la faune, qu'il s'agisse de la culture, de l'élevage, de la cueillette ou de la chasse, qu'il s'agisse de denrées alimentaires ou de matières premières.

A elles seules les denrées alimentaires occupent une part qui chiffre, selon les années, à la moitié ou aux deux tiers en valeur du total des exportations iraniennes : pour l'année 1946-1947 (l'année iranienne commence le 21 mars), dont les statistiques ont fourni les chiffres mentionnés ci-dessous, 7,5 milliards de francs. Le riz est le principal produit exporté. A elles seules, ces exportations sont de près de 3 milliards de francs en valeur et de 60.000 tonnes en poids. Fruits secs (avec 2,5 milliards de francs), oléagineux (avec 460 millions de francs), orge (avec 4,5 millions de francs) ressortent parmi les denrées alimentaires qui donnent lieu à de fortes exportations.

(1) Le rial, unité monétaire, vaut 6 fr. 70.

LE PÉTROLE EST LA PRINCIPALE RICHESSE DE L'IRAN. IL EST L'OBJET DE BIEN DES CONVOITISES.

LES GISEMENTS PÉTROLIFÈRES DE L'IRAN SONT EXPLOITÉS SELON DES PROCÉDÉS MODERNES : ABADAN EST L'UN DES CENTRES LES PLUS RÉPUTÉS DE DISTILLATION ET DE RAFFINAGE.

A PERTE DE VUE LES PIPES-LINES OU COULE LE PRÉCIEUX OR NOIR ESCALADENT LES COLLINES.

Dans le domaine des matières premières d'origine agricole exportées d'Iran les gommes sont l'article le plus remarquable : 1,2 milliards de francs en 1946-1947. Cette exportation, si on la considère sur les dix dernières années, reste remarquablement stable. Il faut encore mentionner le tabac, avec 335 millions de francs ; l'opium, avec 270 millions de francs ; les peaux, avec 200 millions de francs. Pour le coton et la laine un recul est manifeste sur les valeurs exportées par rapport à l'avant-guerre et ne fait que refléter dans les échanges extérieurs l'essor évident des jeunes industries iraniennes.

A considérer, enfin, les exportations de produits manufacturés on note que ces jeunes industries iraniennes amorcent l'ouverture de débouchés dans les pays environnants (ainsi tissus de laine, tissus de soie, verres à boire) pour des chiffres, il est vrai, encore peu importants. L'exportation des tapis reste l'exportation dominante dans le secteur des produits manufacturés, puisqu'elle a atteint le chiffre de 4 milliards de francs.

Dans ces conditions il ne peut pas davantage être question que les marchés iraniens soient saturés avant longtemps par les produits iraniens, et ce marché à l'importation se caractérise par une aptitude à absorber une gamme étendue de matières premières minérales et chimiques et de produits manufacturés : dans l'année 1946-1947 près de 7 milliards de francs de produits textiles, près de 4 milliards de francs de produits métallurgiques et de machines, près d'un milliard de francs de produits chimiques. Papiers, verres, caoutchouc, plastiques sont encore importés pour des valeurs notables.

Ce marché, considérable par les valeurs et aussi par la quantité des articles qui s'y négocient, est actuellement le lieu d'une concurrence internationale. Les importations peuvent s'effectuer en Iran de toute provenance et sans qu'il existe de discriminations. Certes, une licence d'importation est prévue pour certains articles, mais elle est accordée aux négociants iraniens en fonction de leur notoriété et à compter de la date à laquelle ils ont formulé leur demande. En dehors de ces articles, l'importation s'effectue sans formalité d'aucune sorte, aussi longtemps que les douanes iraniennes sont informées que le contingent fixé dans le plan annuel n'a pas été épuisé.

La livre sterling pour les achats de toute provenance et le dollar pour les achats aux U. S. A. sont, d'autre part, obtenus sur un marché libre officiel ouvert à tout importateur (pour un nombre limité d'articles les devises sont, en outre, remises à un taux de faveur par le gouvernement). Dès lors c'est la libre concurrence qui règle la position des divers commerces compétitifs sur le marché iranien.

Sur ce thème se sont détachés trois grands pays acheteurs: la Russie, les U. S. A., les Indes, et quatre grands pays vendeurs : la Russie, les U. S. A., les Indes et la Grande-Bretagne.

La France dans ce commerce occupe une place encore modeste. Ses principaux achats pour l'année 1946-1947 sont le riz, les céréales, les graines oléagineuses, l'opium, les gommes, les tapis. Ses principales ventes sont les textiles (laine, 67 millions de francs ; soie, 60 millions de francs), les verres (30 millions de francs).

Ces positions remarquables qui se détachent sur le commerce franco-iranien doivent surtout être attribuées à un démarchage actif et sérieux de certaines de nos grandes firmes et situent le niveau auquel le commerce français peut atteindre en Iran. Un travail du même ordre doit maintenant s'effectuer dans les domaines de la cotonnade sur un marché de l'ordre de 6 milliards de francs (part de la France, 0,1 %), les produits métallurgiques sur un marché de l'ordre de 3 milliards de francs (part de la France, 0,9 %), les machines sur un marché de l'ordre de 500 millions de francs (part de la France, 2 %), de la porcelaine, des bicyclettes, du ciment...

En conclusion, il convient de faire ressortir la chance qui s'offre aux hommes d'affaires en Iran. L'Iran aime et comprend la culture française, comme le Français comprend et aime les œuvres d'art persanes. Notre langue est restée en Iran la première langue étrangère, la « lingua franca », par laquelle le Persan s'exprime à l'extérieur. Un voyage à Paris reste pour un Iranien le but idéal d'un séjour à l'étranger.

Dans la société iranienne, habituée comme la nôtre à critiquer et à sourire, un genre de vie se dégage qui offre de nombreuses similitudes avec la nôtre. En bref, l'homme d'affaires ou l'ingénieur aura en Iran des accès faciles. Il lui reste à tirer partie de cette chance. Il lui reste à venir sur place longuement démarcher des affaires, comme le font jusqu'à maintenant, plus souvent que lui, ses collègues étrangers. Il lui reste, lorsqu'il envisage de passer commande de fournitures, à considérer avec un soin particulier les possibilités si importantes et si variées des productions iraniennes. Alors, si le sérieux de l'affaire française est à même d'impressionner favorablement le négociant persan si perspicace, si la qualité de la technique retient avantageusement l'attention de l'ingénieur iranien d'un niveau de connaissance élevé, industrie et commerce pourront heureusement bénéficier de la chance française, qui est grande en Iran. A leur tour industries et commerces, par les échanges actifs de toutes sortes qu'ils engendrent, seraient placés comme les meilleurs étais afin de soutenir le renom de la culture française dans l'Iran, parfois dénommé cette « France de l'Asie », et qu'il conviendrait mieux d'appeler cet avant-poste que les jeunes générations iraniennes ont établi en Asie d'une civilisation qui s'exprime par une certaine manière de penser et un certain genre de vie.

Photographies A. F. P., Reuter.

CI-CONTRE, A GAUCHE : UNE PÊCHERIE IRANO-SOVIÉTIQUE DE LA MER CASPIENNE ; A DROITE : LES CHEMINS DE FER ÉTANT ENCORE PEU DÉVELOPPÉS, LES TRANSPORTS SE FONT PAR AUTOCARS.

L'U. R. S. S. ET SES ARMÉES

par le colonel de réserve MARCEL VERNOUX

LE MARÉCHAL BOUDIENNY, ANCIEN BRIGADIER DE CAVALERIE DE L'ARMÉE IMPÉRIALE ET ANCIEN CHEF DU FRONT SUD EN 1941, EST UN DES PREMIERS CHEFS, PLUS POLITIQUE QUE MILITAIRE, DE L'ARMÉE ROUGE.

LE MARÉCHAL ROKOSSOVSKY, COMMANDANT LES FORCES DE L'OUEST, UN DES PLUS JEUNES CHEFS DE L'ARMÉE SOVIÉTIQUE, REPRÉSENTANT DES COUCHES QUI ONT FAIT TOUTE LEUR CARRIÈRE DEPUIS LA RÉVOLUTION.

ALORS que l'Amérique se présente comme une grande île ouverte à tous les océans, la Russie, puissance essentiellement continentale, s'est trouvée, depuis son accession au monde civilisé, enserrée entre des nations maritimes qui lui interdisaient l'accès aux mers libres, et l'on sait que le thème éternel de sa politique a été jusqu'à ce jour la recherche de fenêtres sur l'océan : d'où son expansion vers l'Extrême-Orient, où pourtant ses ports en eau libre ont été jusqu'en 1945 à moitié enfermés derrière le Japon et les Kouriles japonaises ; sa poussée vers la Méditerranée, où les Dardanelles la retiennent encore prisonnière, ce qui lui fait rechercher des débouchés sur l'Egée et sur l'Adriatique ; sa mainmise sur la Baltique, par l'abolition des barrières baltes, et son désir d'en contrôler la sortie ; plus récemment, enfin, le développement de ses débouchés sur l'océan Arctique, le seul sur lequel elle ait un littoral libre de toute entrave humaine.

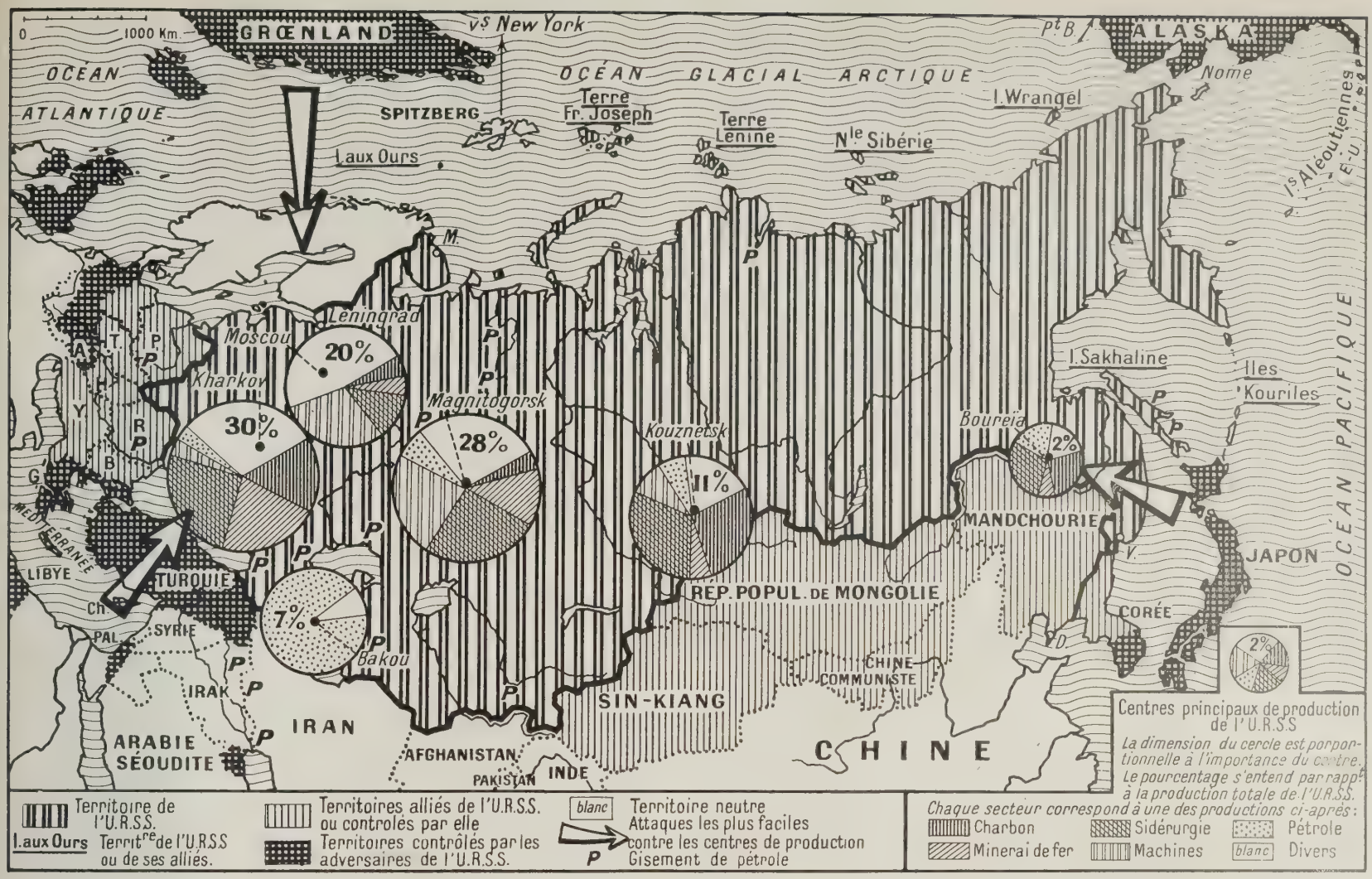
A ces soucis classiques viennent se superposer ceux dus au développement de l'aviation et des engins aériens à longue portée : comme l'Amérique, l'U. R. S. S. veut mettre ses centres vitaux hors de portée de l'ennemi.

Or, à ce point de vue, elle se trouve vis-à-vis des Etats-Unis dans une position à la fois plus défavorable et plus avantageuse. Du fait de sa situation continentale, au milieu de multiples Etats, elle ne peut se permettre aussi facilement de tenir l'ennemi possible à distance respectueuse : alors que — nous l'avons vu — Washington peut prétendre écarter les plates-formes d'envol de ses adversaires à au moins 4.000 kilomètres de son territoire, Moscou, au contraire, voit ses frontières menacées à moins de 1.000 kilomètres par l'existence de bases britanniques ou américaines, et ceci sur tout son pourtour : Europe occidentale, Libye, Grèce, Turquie, Iran, Chine, Corée, Japon, Alaska, îles arctiques et Groenland, autant de zones qu'elle considère comme à la disposition de ses adversaires éventuels, quand elles ne sont pas occupées ou contrôlées par eux. Par contre, du fait de l'immensité de son territoire, elle peut se permettre à la fois de disperser ses centres sensibles et, dans une certaine mesure, de les placer hors de portée des entreprises ennemies. Aussi avons-nous vu en ces dernières années sa politique tendue vers deux buts : à l'extérieur, pour repousser les installations stratégiques de ses adversaires, s'efforcer de créer autour de la métropole une cuirasse aussi épaisse que possible d'Etats satellites ; à l'intérieur, replier les centres vitaux situés trop près des frontières et les installer dans les régions les moins vulnérables.

Le front nord est le seul qui ne comporte pas de voisin proche ; mais c'est celui en direction duquel est l'adversaire redouté ; là donc, aussi, l'U. R. S. S. a tendu à repousser l'étreinte comme à se créer des bases de renseignements. L'île des Ours, la Terre François-Joseph, les Terres Lenine, la Nouvelle-Sibérie et l'île Wrangel, toutes occupées depuis 1944, sont devenues des sentinelles avancées comme des postes de contrôle pour les navigations aérienne et maritime.

Exposer la réalisation des buts soviétiques nous amènerait à refaire toute l'histoire intérieure et extérieure de l'U. R. S. S. ; qu'il nous suffise de jeter un coup d'œil sur la carte de la page suivante, où ressortent les couches de protection déjà acquises, à côté des fissures qu'elles présentent encore, ainsi que l'articulation territoriale des centres vitaux de l'Union.

C'est en 1928, après la fin des bouleversement dus à la révolution puis aux luttes d'influence entre les successeurs de Lenine, que commença effectivement la réalisation de ce programme. 1928, c'est l'arrivée au pouvoir de Staline, c'est le début de la reprise de la politique impérialiste, c'est, enfin, la mise en marche du premier plan quinquennal. La Russie d'alors était — bien plus que l'actuelle — enfermée dans son aire continentale, entourée d'Etats hostiles (le fameux cordon sanitaire), dont certains étaient à proximité immédiate de ses centres industriels ; ceux-ci se partageaient alors surtout entre l'Ukraine (60 %) et la région de Moscou et de Leningrad (25 %), l'Oural et le Caucase en étant encore à l'aurore de leur développement. Pour desserrer l'étreinte, Staline jugea que la première condition était une armée nationale, équipée nationalement et susceptible de faire face à n'importe quelle attaque, donc s'appuyant sur des centres stratégiques pratiquement inabordables. L'Ukraine, Leningrad et même Moscou ne répondaient pas à cette condition : d'où la décision de transporter une grosse partie de l'industrie lourde et la majeure partie des usines d'armement vers le centre du territoire. Tel fut le but du premier plan quinquennal ; les emplacements choisis furent l'Oural méridional (Magnitogorsk) et la Sibérie occidentale (Kousnetsk), dont les ressources en minerai et en charbon étaient suffisantes (tout au moins sur l'ensemble des deux bassins) pour justifier une telle installation ; de 1928 à 1933, profitant surtout de l'alliance économique de l'Allemagne, qui lui envoyait ses ingénieurs, la Russie édifia ces immenses cités industrielles « qui surclassaient celles de l'Amérique », pendant que d'innombrables travailleurs construisaient un réseau ferré cohérent, susceptible de faire de l'Oural à la fois la zone de concentration et le réduit des forces armées soviétiques. Avec le deuxième plan quinquennal le but fut encore précisé : Hitler était arrivé



au pouvoir et, d'alliée, l'Allemagne était devenue menaçante ; alors que dans le premier plan on s'était contenté de créer, on commença dans le second à déplacer des usines entières (on fera bien plus dès le déclenchement des hostilités) et l'on orienta définitivement l'industrie mécanique vers la fabrication des armements. Le résultat de cette évolution est bien connu : les offensives allemandes sur Moscou, en Ukraine et sur le Caucase, qui en 1930 auraient paralysé 90 % de la production soviétique et rendu vain le prolongement de la résistance, laissèrent disponibles, en 1942, 75 % de la production de guerre, ce qui, joint à l'appui américain, permit de mettre sur pied ces armées immenses, dont l'équipement et, surtout, les trains hippomobiles ont quelque peu déçu les observateurs habitués aux armées occidentales motorisées, mais dont l'armement était suffisant et robuste, qu'il provînt des usines soviétiques, comme les armes d'infanterie et d'artillerie et une bonne partie des chars, ou des livraisons de la loi prêt-bail, comme beaucoup d'avions et la majeure partie de l'équipement automobile : au total, une armée pauvre, mais forte de son expérience et de sa victoire.

Cette armée est de création récente, puisqu'elle est née de la décomposition de l'armée tsariste puis de la volonté des dirigeants bolchevistes de créer un organisme militaire et politique destiné à la consolidation du régime (4 mars 1918). Il est curieux de rappeler (pour la comparer à l'actuelle) l'organisation militaire de l'époque, où tout gravitait autour des « conseils militaires révolutionnaires », émanations du Bureau politique du parti, qui, soit à l'administration centrale, soit dans les Régions, donnaient leurs ordres aux chefs militaires au même titre que le commissaire du peuple à l'Armée et ses subordonnés successifs. C'était l'époque, du reste, où Trotsky (en tant que commissaire politique chef du C. M. R.) remettait sur pied les unités les unes après les autres, en faisant appel aux anciens officiers tsaristes, mais en doublant ceux-ci d'un commissaire politique chargé d'abord du commandement effectif que l'officier blanc n'eût pu exercer face au soviet de l'unité, ensuite de la suppression de ce soviet lui-même. Après Trotsky, Frounzé puis Toukhatchewsky furent les chefs suprêmes, et ce dernier, qui dota l'armée rouge de son règlement de service en campagne de 1936, celui qui devait la mener à la victoire, ne laissa sa place qu'à Staline lui-même, quand il eut été exécuté, à la suite du grand procès d'épuration de la même armée. Les origines révolutionnaires de l'actuel « commissaire du peuple aux Forces armées » sont, d'ailleurs, d'ordre militaire : adjoint de Trotsky, c'est lui qui, en 1918, sauva Tsaritsine d'une attaque des blancs : d'où le nom de Stalingrad donné depuis à la ville ; il prit part aussi à la guerre contre la Pologne en 1920, et nul n'ignore la part qu'il a prise à la lutte contre l'Allemagne.

Jusqu'en 1928 l'armée rouge, basée sur la conscription depuis mai 1918 (les premiers essais d'engagements n'ayant pas réussi), comprenait, d'une part, l'armée régulière, d'autre part, des troupes territoriales locales, du genre milice ; ces dernières incorporaient presque les trois quarts du contingent. A partir de 1928 la décision de faire une grande armée nationale entraîna la suppression progressive des milices : celles-ci furent peu à peu incorporées dans l'armée, ce qui fut terminé en 1938. Parallèlement était supprimé le conseil révolutionnaire de la Guerre, pendant que les anciennes écoles militaires et même les corps de Cadets étaient rétablis, les académies militaires remises en marche et considérablement renforcées ; les commissaires politiques, transformés en « instructeurs politiques », étaient désormais subordonnés aux officiers commandant les unités ; ceux-ci, enfin, se voyaient rendre les anciens grades, jusques et y compris quatre grades de général et deux de maréchal (1). L'évolution était terminée qui rendait à l'armée rouge exactement la même physionomie que celle des armées bourgeoises. Il est vrai qu'en même temps (1937) était rétabli le culte des grands hommes antérieurs à la révolution, comme Pierre le Grand et Catherine II...

Avant la guerre, les forces armées étaient, comme aux Etats-Unis, réparties entre deux commissariats : celui à la Guerre, comprenant également l'Aviation, et celui à la Marine ; au-dessus d'eux se trouvait le conseil de la Défense présidé par Staline, qui assurait la coordination des efforts ; la création en 1946 du commissariat aux Forces armées a fait cesser le dualisme.

Il est presque inutile de rappeler l'évolution de l'armée pendant la guerre : en 1941, si la préparation industrielle était assez avancée, l'armement des unités ainsi que leur instruction laissaient encore quelque peu à désirer un délai était encore nécessaire, et c'est là qu'il faut voir une des raisons du pacte germano-russe, qui semble bien n'avoir pas été plus sincère (sauf en ce qui regarde le partage de la Pologne, de la Roumanie et des pays baltes) de la part de l'un que de l'autre signataire. Aussi les premiers combats furent-ils contraires à l'armée rouge, qui ne réussit à reprendre le contrôle des opérations que par la décision de porter tout l'effort de défense sur Moscou. En hiver 1941-1942 puis en été 1942, cette tactique, dont l'exécution fut facilitée par l'hiver puis par la tyrannie de l'espace, obligea l'armée allemande à aller chercher la décision dans les plaines méridionales, loin des centres vitaux de Moscou et de l'Oural. Et le délai ayant permis à Staline de créer de nouvelles armées Hitler fut définitivement arrêté sur la Volga, dont le barrage eût fortement gêné les unités soviétiques, principalement pour leur ravitaillement en essence. Le renversement de l'équilibre des forces conduisit à la victoire, dont le moins remarquable n'a pas été la maîtrise avec laquelle le commandement soviétique a su faire face aux besoins de ses armées immenses, avançant presque sans répit à travers une terre brûlée où les moyens de communication étaient tous à refaire.

Cette armée victorieuse est aujourd'hui en grande partie démobilisée : dès avant la capitulation allemande le licenciement de treize classes avait été préparé à l'Ouest ; il en fut de même en Extrême-Orient dès la fin des hostilités. En septembre 1945, dix nouvelles classes ; en mars 1946, six autres ; en octobre 1946, puis en février 1947, une, puis deux, enfin, furent rendues à la vie civile. L'armée du temps de paix qui reste actuellement sous les armes est de l'ordre de 3.300.000 hommes, dont la moitié environ se répartit dans les garnisons de l'Union, tandis que deux autres quarts montent la garde dans les pays occupés de l'Ouest et en Extrême-Orient.

A la base de l'armée soviétique il y a la formidable natalité russe. Plus de six millions d'enfants naissent chaque année en U. R. S. S., et ceci depuis longtemps déjà, puisqu'en 1940 on comptait que 63 % de la population totale avaient moins de trente ans. Six millions de naissances, cela fait des classes de deux millions d'hommes, et ce chiffre ne peut tendre qu'à augmenter.

Nous avons dit que le service militaire en U. R. S. S. était basé sur la conscription ; il est égal pour tous depuis 1938, à part les différences existant entre les armes. Il y a d'abord cinq ans de « service actif », puis quatorze ans de première réserve et quatorze ans de deuxième réserve ; mais les cinq ans de service ne représentent qu'une durée totale pendant laquelle la recrue est appelée en plusieurs périodes dont la somme est de vingt-quatre mois environ pour l'infanterie et l'artillerie.

(1) A noter que depuis un siècle l'armée des tsars n'avait plus eu de maréchaux.

La préparation militaire est, en outre, effective : les Komsomol, ou Jeunesses communistes, jouent en Russie le même rôle que jouaient naguère les Hitlerjugend en Allemagne. Avant la guerre, enfin, un rôle considérable était joué par l'Ossoaviakhim, organisation paramilitaire, dont les ramifications atteignaient tous les villages et toutes les entreprises, où des cercles d'études et de sports préparaient les jeunes à leur passage dans l'armée et entretenaient les aînés dans les différentes pratiques militaires. Nous ne pensons pas que son rôle ait diminué du fait de la guerre, bien au contraire.

Une des caractéristiques les plus curieuses de l'armée rouge (comme du reste des armées satellites qui la copient — jusqu'aux troupes indochinoises du Viet-Minh) est son « éducation politique ». Il existe au commissariat aux Forces armées une « Direction générale pour la propagande politique », dont les organes d'exécution s'appellent encore commissaires politiques dans le régiment et, au-dessus, instructeurs politiques dans les unités subordonnées. Ce sont ces hommes qui dirigent les écoles et les clubs d'unités, ces « coins de Lenine » où sont abrités les soldats en dehors des heures de travail et où ils assistent à des séances de théâtre ou de cinéma ou subissent la propagande de la radiodiffusion. Faut-il s'en étonner quand on connaît l'importance donnée à la propagande en U. R. S. S. et quand on sait que le premier immeuble reconstruit dans une agglomération détruite est toujours le théâtre ? Le rôle des instructeurs politiques déborde d'ailleurs de ce cadre : à eux est également confié le maintien de la discipline dans la troupe ; il est intéressant de signaler que la plus forte sanction prévue à l'encontre d'un militaire en temps de paix est l'exclusion de l'armée ; il est vrai que cette exclusion entraîne pour l'exclu l'impossibilité de trouver un emploi d'une certaine classe. L'armée reste donc non seulement le défenseur de la nation, mais encore un des principaux ateliers où se façonne le citoyen soviétique dans ses convictions comme dans sa discipline. Cette empreinte n'est-elle pas résumée dans la formule du serment prononcé par les recrues : « Moi, citoyen de l'U. R. S. S. ..., je serai toujours prêt, sur l'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, à marcher pour la défense de ma patrie, et, comme soldat de l'armée rouge, je jure de la défendre bravement, habilement et loyalement, en n'épargnant ni mon sang ni ma vie même, en vue de remporter une victoire complète sur l'ennemi. »

L'encadrement de cette armée n'a pas été, certes, la tâche la plus aisée : en 1918, les vieilles écoles avaient été supprimées et remplacées par de simples cours de perfectionnement ; depuis 1928 on les a à peu près rétablies, en même temps qu'on créait les académies militaires, centres d'études dépendant à la fois du commissariat de l'Enseignement supérieur et de celui des Forces armées, et où les officiers déjà confirmés viennent acquérir de nouvelles connaissances avec la possibilité d'accéder aux grades supérieurs.

Les écoles de formation sont très nombreuses : celles d'infanterie sont régionales ; toutes font appel principalement à des candidats de l'enseignement secondaire, l'avancement par le rang étant réservé à de rares élites ; les académies, groupées à Moscou, sont au nombre de treize, à savoir une par arme et par service principal, plus deux académies de guerre: Vorochilov-la-Suprême et Frounzé-la-Normale, correspondant à notre ancien C. H. E. M. et à notre ancienne Ecole de guerre ; puis une académie de chimie et, enfin, l'académie politique « Lenine », destinée à la formation des cadres supérieurs de la propagande politique. Il ne semble pas — c'est le maréchal Montgomery lui-même, en revenant de sa visite à Moscou, en février 1947, qui l'a déclaré — que le niveau des études soviétiques soit très élevé ; par contre, il paraît très orienté vers les réalisations pratiques, et il ne faut pas oublier qu'un officier destiné aux hautes fonctions doit passer au moins dix ans en écoles.

L'armement spécifiquement russe est simple et robuste, fait pour la boue et la neige ; les canons de 76, de 120 et de 150 sont de qualité normale ; les chars, et en particulier le T-34, char moyen armé d'un canon de 76 ou 85, et le K. V., char lourd d'assaut armé de 85 ou de 122 (char Staline) ont surpris les Allemands par leurs qualités dès l'hiver 1941-1942, où les engins germaniques étaient immobilisés par les intempéries ; remarquons seulement que la doctrine soviétique en matière de blindés est différente de la doctrine allemande : le char est rarement employé pour la rupture ; dans la poursuite, il décolle moins franchement que ne le faisaient ses adversaires. L'aviation, enfin, se compose surtout d'appareils de combat et comprend peu de bombardiers à longue portée.

Disons un mot des grandes unités : à la fin de la campagne, en 1945, la division avait vu ses effectifs renforcés et rapprochés du type franco-américain ; mais elle ne comportait organiquement pas de chars et relativement peu de troupes du génie ; les chars étaient surtout groupés en brigades d'une centaine d'engins appuyées par un bataillon d'infanterie ; mais l'arme la plus originale de l'armée russe reste encore l'artillerie : originalité vis-à-vis des autres combattants de 1944, car, au contraire, la doctrine soviétique ressemble étrangement, à cet égard, à la doctrine française de 1917-1918, que nous avions crue un moment périmée. Comme nos anciennes masses de réserve générale, l'artillerie russe comprend de véritables divisions chargées de provoquer la percée, qui est ensuite exploitée par l'infanterie puis par les chars.

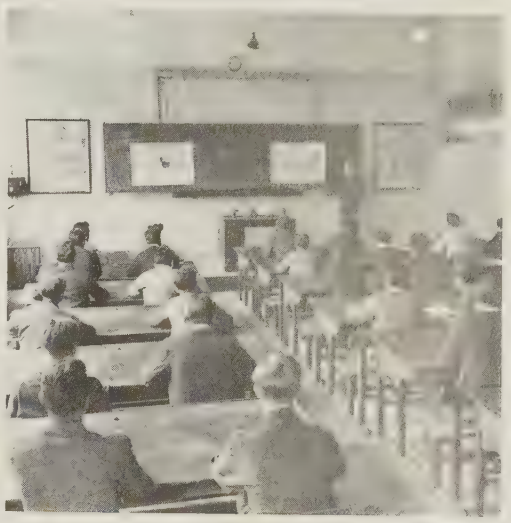
Cette armée un peu disparate, mais tenue par une puissante discipline intellectuelle, pauvre encore en certains matériels mais riche d'hommes et de devenir, basée sur une économie fermée et férocement centralisée, n'a sans doute pas encore la puissance matérielle de l'armée américaine ; mais, face à un pays où le secret est élevé à la hauteur d'une institution, il faut que nous sachions nous prémunir contre les surprises ; et pour cela la meilleure façon est encore de raisonner : l'U. R. S. S. a besoin, plus encore que toute autre nation, de réparer ses dommages pour ensuite faire face à toutes les éventualités, s'agirait-il même d'une nouvelle course aux armements ; aussi a-t-elle démobilisé pour remettre son monde au travail. De 60 % par rapport à son budget total en 1945, son budget militaire est descendu en 1947 à 22 % seulement. L'armée russe, pas plus qu'aucune armée du monde, ne doit être capable ni désireuse actuellement de se lancer dans un nouveau conflit, alors que par le jeu simple de la démographie comme par celui des plans quinquennaux elle a, certes, à gagner à attendre. Nous devons donc, selon toute vraisemblance, voir entrer l'U. R. S. S. dans une période de reconstruction économique qui sera — peut-être — suivie par une période de reconstruction militaire ; mais d'ici là beaucoup d'événements peuvent surgir et les destinées s'aiguiller sur de nouvelles voies.

SUR LA PLACE ROUGE, A MOSCOU : DÉFILÉ DE CHARS ET D'INFANTERIE.

MATÉRIEL DE FRANCHISSEMENT : INSTALLATION D'UN PONT LOURD.

Au centre d'Ermont, une locomotive « disséquée » permet les démonstrations pratiques.

A la porte de chaque centre : le stade.



Entre deux séances a l'atelier : le cours.

LES ŒUVRES SOCIALES DE LA S.N.C.F.(*)

L'APPRENTISSAGE

par Jean-François Virenque

La Société nationale des chemins de fer, nous l'avons vu dans un précédent article, est l'une des grandes entreprises françaises où l'on s'attache depuis des années à pratiquer une politique sociale d'avant-garde ; politique qui a donné naissance à cet admirable esprit qu'est *l'esprit cheminot.*

Parmi les réalisations des services sociaux, l'une des plus intéressantes, car c'est d'elle que dépend le maintien de la tradition, sinon l'existence même du rail, est l'apprentissage.

Il est évident que dans les chemins de fer, plus que dans tout autre corps de métier, la valeur technique du personnel employé doit être hors de pair. La moindre erreur d'un agent peut avoir des conséquences fatales. Il est donc nécessaire que chacun des innombrables exécutants qui participent à la vie du rail soit parfaitement adapté aux fonctions qu'il remplit et qu'il les connaisse exactement.

Or peut-on imaginer entreprise où les tâches soient plus diverses et les spécialités plus nombreuses ? La seule mise en route d'un train et son arrivée à l'heure exacte nécessitent, par exemple, le concours de plus de cent agents différents, tandis que la revision d'une locomotive, qui demande dix mille ou quinze mille heures de travail, ne peut être faite qu'avec le concours de techniciens appartenant à tous les corps de métier. Ces techniciens, le chemin de fer doit les former lui-même afin d'avoir à sa disposition des spécialistes réellement qualifiés, c'est-à-dire adaptés aux méthodes et aux disciplines du rail.

Des centres d'apprentissage ont donc été créés où l'on forme des jeunes qui, en profitant de l'expérience de leurs aînés et en apprenant leur métier, se préparent à assurer la relève de ceux qu'appelle la retraite. Ces centres et ces écoles ont été conçus d'après les méthodes appliquées dans toutes les autres branches des activités sociales des chemins de fer. C'est dire que l'on s'efforce non seulement d'y *fabriquer* d'excellents ouvriers, mais aussi d'y faire de futurs cheminots en formant des hommes. L'apprentissage, dans de telles conditions, n'est donc pas un *dressage.* Le garçon de quatorze ou quinze ans qui sort de l'école n'est pas jeté brutalement dans l'usine : d'une école il passe dans une autre où, tout en continuant à parfaire son éducation générale, il apprend à se servir de l'outil ou de la machine qui le feront vivre. A la porte du centre, d'ailleurs, l'attendent le stade, la piscine, les terrains de jeux qui conviennent à son âge et lui permettront de se développer correctement.

L'orientation professionnelle joue ici, on le conçoit aisément, un rôle important puisque le but à atteindre est la formation de spécialistes et non de manœuvres aptes à n'importe quel travail. Pendant les trois premiers mois de l'apprentissage, qui dure trois ans, les jeunes gens font donc des stages dans les différentes sections *fer* et *bois,* qui comprennent, d'une part, les ajusteurs, les chaudronniers, les tourneurs, les électriciens et les forgerons et, d'autre part, les menuisiers, les peintres et les selliers. D'après les observations du chef du centre et les notes

(*) Voir *France-Illustration* du 26 juin 1948.

Elève chaudronnier achevant une épreuve.

Un apprenti forgeron vérifie sa pièce.

obtenues aux divers examens et tests, il est alors possible d'orienter chaque garçon vers la spécialité pour laquelle il a fait preuve du plus d'aptitudes. Dès lors, le reste de la première année est consacré à des exercices progressifs de formation.

Au cours de la deuxième année les apprentis commencent à réparer les pièces détachées du matériel ferroviaire tout en continuant leurs études. Sans doute est-ce là un puissant facteur pédagogique. Comment le garçon qui apprend son métier ne serait-il pas fier de participer, même pour une modeste part, à la réparation de ces machines qu'il admire et aime déjà ?

En troisième année, enfin, les futurs spécialistes travaillent à la réparation du matériel lui-même, ce qui leur donne avant leur entrée en atelier le sens des responsabilités.

Le programme des études, pendant ces trois années, est partagé entre les classes de culture générale et les classes de théorie, qui occupent le tiers des quarante-huit heures de présence hebdomadaire, et les exercices à l'atelier, auxquels sont consacrés les deux autres tiers. Ce dosage permet de développer la connaissance du métier de base en s'appuyant sur une somme d'enseignements théoriques qui peuvent être ainsi assimilés aisément. Le jeune apprenti est enfin habitué à toujours rechercher les raisons pour lesquelles il doit exécuter tel ouvrage plutôt que tel autre : il n'est pas question de faire de lui un robot, mais bien un technicien.

Quoique ce mode de formation habitue l'adolescent à prendre très tôt des initiatives et lui donne le sens des réalités pratiques, il ne pourrait être question, à l'issue de ses trois années d'apprentissage, de l'obliger à suivre immédiatement le rythme intensif de production d'un grand atelier. De même que le passage de l'école au centre est progressif, le passage du centre à l'atelier se fait par étapes. Cette condition est d'autant plus indispensable que l'on ne pourrait sans danger le mettre brutalement en contact avec ses aînés et avec la discipline de l'équipe. Pendant les six premiers mois qu'il passe au dépôt où il est affecté, le jeune ouvrier fait donc partie de brigades de jeunes et il est encadré par des chefs spécialement choisis, et ce n'est que lorsqu'il est réellement prêt non seulement techniquement, mais surtout moralement, que sa véritable liberté lui est donnée.

La formation morale a, en effet, à cet âge une importance considérable et elle est un des principaux soucis des services sociaux. De nombreuses possibilités d'activités *hors service* sont donc offertes aux jeunes, et si le stade a évidemment leur préférence, le chant choral, l'étude des modèles réduits, la philatélie, la peinture et même l'archéologie connaissent leurs faveurs.

Enfin, lorsque l'année d'apprentissage est terminée, les jeunes font en groupe un voyage de quinze jours qui, tout en les sortant de l'atmosphère d'usine dans laquelle ils vivent la plupart du temps, leur permet de mieux s'habituer à la vie collective. Durant ces deux semaines ils campent en montagne ou au bord de la mer et mènent une vie comparable à celle des scouts. Ils sont alors encadrés par des ingénieurs frais émoulus des grandes écoles, et ce contact entre garçons venant de milieux sociaux très différents facilite sans aucun doute les rapports futurs entre les chefs et les exécutants, puisque les uns et les autres apprennent à se mieux connaître et à s'estimer.

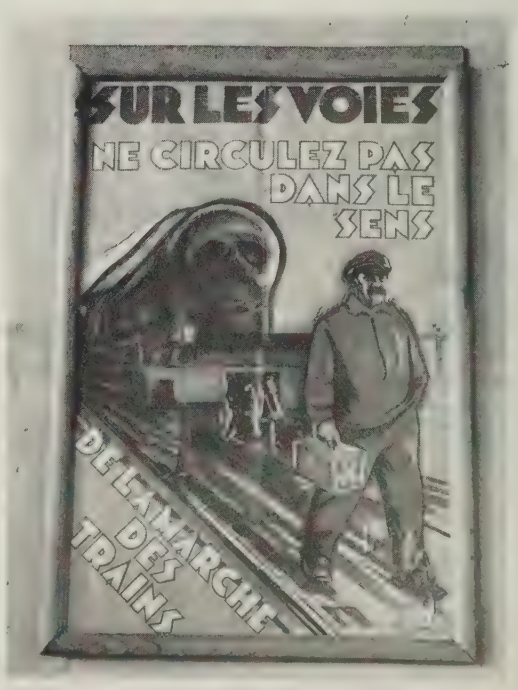
Ajoutons qu'à l'issue de leur apprentissage les jeunes ouvriers ont la possibilité de suivre pendant trois nouvelles années des cours de perfectionnement qui les amènent à un niveau de connaissances égal à celui du baccalauréat. Cette formule permet le recrutement de nombreux agents des cadres moyens, agents qui se révèlent pour la plupart excellents, car ils n'ont pas rompu avec le milieu ouvrier.

La formation des apprentis des chemins de fer est donc menée à bien par des procédés fort divers, et elle est sans nul doute une tâche délicate, surtout à une époque où l'influence du machinisme, les crises morales fréquentes et le contact trop rapide avec la vie posent des problèmes d'éducation fort complexes.

La S. N. C. F. a su prouver par l'organisation de ses centres qu'elle était toujours en tête de l'action sociale et que ses réalisations, dans ce domaine comme dans les autres, étaient dignes de la grande tradition du rail.

Photographies *France-Illustration*.

LES JEUNES APPRENTIS PARTICIPENT A L'ENTRETIEN ET A LA RÉPARATION DU MATÉRIEL ROULANT.



DES AFFICHES RAPPELLENT AUX ÉLÈVES LES CONSEILS DE SÉCURITÉ QU'ILS NE DEVRONT JAMAIS OUBLIER.

LES LIVRES

PAR ANDRÉ ROUSSEAUX

Dans l'intimité de Goebbels

PARMI les maîtres de l'Allemagne hitlérienne Goebbels est sans doute celui dont la personne impose le plus de considération. Non qu'il soit le moins redoutable. Aucun n'a été probablement plus fanatique. Mais, s'il y a une alliance compatible du mot dignité avec l'humanité monstrueuse que le nazisme a exaltée, c'est en Goebbels que cette alliance se fait excellemment. La fidélité absolue à Hitler l'a conduit jusqu'au suicide, à côté de son chef, dans le « Bunker » berlinois où le crépuscule des dieux de la grande Allemagne a eu son dernier acte. Suicide, on le sait, qui a été non seulement le sien, mais celui de sa femme et de ses six enfants. Dans le *Journal du secrétaire de Goebbels* (la Jeune Parque), qui vient d'être traduit en français, je relève, au sujet des préparatifs de cette mort collective, une page impressionnante. Cela a été noté le 25 février 1945, deux mois avant la fin.

« Récemment, Mme Goebbels a demandé au professeur Morell, médecin personnel de Hitler, du poison et il lui en a procuré. Elle voulait un produit qui agisse rapidement, et en quantité suffisante pour elle et ses six enfants. A présent, elle vient souvent le soir se confier à nous. Elle me fait de la peine ; elle prévoit fort bien ce qui l'attend. Elle craint la mort et se rend compte que celle-ci se rapproche tous les jours. Elle n'aborde pas volontiers ce sujet avec son mari, qui a assez à faire pour conserver son propre équilibre. Aujourd'hui, elle reconnaît qu'en ce qui la concerne elle est parvenue à une certaine résignation, mais qu'elle ne peut supporter l'idée de mettre fin à la vie de ses six enfants. Lorsque, le soir, je les couche tous les six : Heide, qui a quatre ans, Hedda, qui en a cinq, Holly, qui en a sept, Helmuth, qui en a neuf, Hilde, qui en a dix et Helga, qui en a douze, et que je songe que d'ici quelques semaines peut-être il faudra que je tue ces pauvres innocents, je deviens à moitié folle de douleur et de désespoir. Je me demande sans cesse comment je ferai lorsque le moment sera venu. Quelques jours avant Goebbels lui avait proposé de partir vers l'Ouest avec les enfants, quelque part où elle pourrait rencontrer les Anglais. Eux ne te feront rien. Magda Goebbels a repoussé sans hésitation cette proposition : « Je ne pars pas sans toi », a-t-elle répondu. »

Je ne me suis pas retenu de citer longuement cette page effrayante. Ces six petits enfants, aux six prénoms marqués d'un H, que leur mère borde dans leur lit en songeant au jour prochain où elle les tuera tous, on dirait quelque conte de Grimm projeté sous l'éclairage atrocement dramatique qui est le propre du XXe siècle. Dans la galerie des monstres de cette époque, le ménage Goebbels offre des figures de qualité.

Goebbels a tenu lui-même un journal qui serait un document si nous en possédions l'ensemble. Certaines parties en ont été retrouvées et seront publiées bientôt. Le livre dont je parle aujourd'hui est le journal de son secrétaire Rudolf Semmler, du 31 décembre 1940 au 17 avril 1945. Ces pages ont été sauvées par Mme Semmler, que son mari envoya se réfugier dans l'Allemagne du Sud dans les derniers jours où l'on pouvait quitter Berlin. On ne sait ce que lui-même est devenu, s'il est mort ou prisonnier des Russes. Son journal apporte sur Goebbels un document du plus vif intérêt.

Il n'est guère douteux que Joseph Goebbels soit le plus intelligent des chefs nazis. Son esprit domine nettement le reste de l'équipe. Dans tout ce que son secrétaire nous dit et nous montre à cet égard il faut sans doute faire la part d'une atmosphère qui règne naturellement dans l'entourage du patron. Cependant Rudolf Semmler paraît un homme assez posé, qui garde son franc-parler et dont aucune passion n'obnubile l'esprit critique. Il juge Goebbels comme il juge les événements dans lesquels l'Allemagne est entraînée, et sur lesquels, bien avant la fin, il a perdu toute illusion.

Le malheur de Goebbels est que sa fonction de ministre de la propagande le maintienne au second rang, alors qu'il ne cesse d'aspirer au premier. Ses deux bêtes noires sont les deux premiers rôles auprès de Hitler, Gœring et Ribbentrop ; il nourrit à leur égard cette sorte de jalousie qu'exaspère le mépris, il juge leurs fautes, il voudrait les redresser en proposant à Hitler les correctifs qu'il conçoit. La première mesure à prendre serait, bien entendu, de lui confier, à lui, Goebbels, la plus haute autorité après celle du Führer. Mais celui-ci n'accueille jamais cette requête, il est plein d'égards pour Goebbels, mais dans les fonctions de propagande auxquelles celui-ci est affecté.

Et ces fonctions, pour être moins prestigieuses que celles d'un grand ministre politique, ont en effet quelque chose d'essentiel. Ne l'oublions pas, dans l'Etat totalitaire la propagande est l'âme du régime. Hitler n'est pas un souverain comme un autre, c'est le prophète d'un monde nouveau, qui se flatte de changer l'Europe, sinon la planète, pour une ère de mille ans. Il a lancé un nouvel évangile, dont son ministre de la propagande est le maître prédicateur. Pour animer la diffusion de cet évangile diabolique il faut vraiment un nazi de qualité.

Mais qu'est-ce qu'un nazi de qualité ? Un homme intelligent, nous l'avons dit. Seulement cette intelligence effrayante s'applique, à la différence des autres intelligences humaines, à cultiver une vérité incroyablement différente de ce que les autres hommes appellent vérité, une vérité qui est la vérité nazie. Je ne prononce pas ici le mot mensonge, qui serait inexact, car l'idée de mensonge ne se conçoit pas sans une déférence à la vérité trahie. Or il s'agit ici d'une contre-vérité si forte, dans l'esprit de celui qui s'y attache, qu'elle devient pour lui la vérité qui s'impose absolument. Là serait l'intérêt central du cas Goebbels, si l'on en poussait l'analyse psychologique. Son secrétaire nous a apporté là-dessus un traité caractéristique.

« Goebbels, note-t-il le 2 novembre 1944, a introduit une formule nouvelle dans la propagande ; il utilise à présent la « vérité poétique », qui amplifie la « vérité concrète ». A chaque fois que nous savons peu de chose au sujet d'un événement, d'un plan ou d'une opération militaire de l'ennemi, nous ne défigurons pas la vérité, dit Goebbels, en ajoutant quelques détails pour boucher les trous, il suffit de décrire les choses comme elles auraient pu, comme elles ont bien pu se passer. Pour le citer textuellement : « Nous ne » faisons qu'aider le public en faisant appel à notre imagination lorsque, dans » certains cas, le récit de ce qui est arrivé est incomplet. » Bien des faits, ajoute-t-il, dans la vie internationale sont obscurs si on ne les enjolive pas de la « vérité poétique » qui les rend compréhensibles au public allemand. »

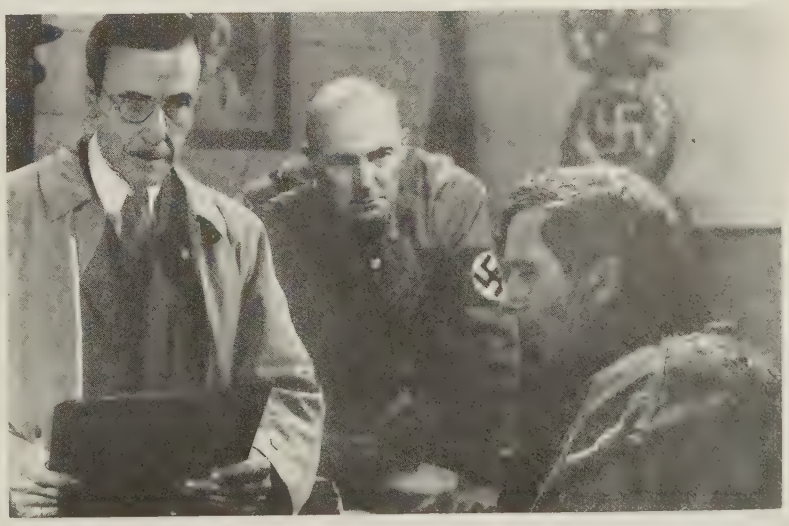
Quand on se rend ainsi maître du récit de l'événement, on se croit maître de l'événement. Ce fut la plus grande force de Hitler, qu'il le crut et le fit croire pendant très longtemps. Goebbels a été l'homme le plus étroitement associé à cette foi essentielle qui les a soutenus l'un et l'autre très avant dans la défaite, au bord même de l'abîme, très au delà des limites d'une résistance raisonnable ; il est inouï que le 13 avril 1945 la mort de Roosevelt puisse paraître à Goebbels un miracle qui va retourner la situation ; et que le 19 avril, pour le cinquante-sixième anniversaire de Hitler, il lance encore un discours qui se termine par ces mots : « La victoire est à nous. » On représente le plus souvent l'inhumanité monstrueuse du régime nazi par les atrocités qu'il a commises. Cette monstruosité n'est pas moins stupéfiante quand on assiste, en regardant et en écoutant Goebbels, au mécanisme de son esprit.

LE CINÉMA

PAR DENIS MARION

A cor et à cri

HUE AND CRY se traduit exactement par *A cor et à cri*. Le sujet n'est pourtant pas la vénerie, car l'expression est prise dans son sens dérivé. Dans l'Angleterre du moyen âge, quand un criminel notoire échappait à la police, on proclamait à son de trompe que le premier venu avait l'autorisation de l'arrêter, alors que l'*habeas corpus* n'accordait ce droit qu'aux constables dans les cas ordinaires. Le titre s'adapte donc bien à la rocambolesque histoire d'une bande de jeunes Londoniens qui cherchent à mettre la main sur le chef mystérieux d'un gang de voleurs. Le début est amusant, car les malfaiteurs se transmettent leurs messages par le truchement d'un magazine pour enfants. Il s'opère ainsi une confusion entre la fiction et la réalité assez semblable à celle dont Pierre Véry a tiré parti dans ce délicieux roman qui s'appelle *le Meneur de jeu*. Par la suite, le scénariste a quelque peu abusé de la licence permise aux auteurs policiers : il a accumulé les actes mystérieux, les coïncidences fortuites, les comportements inexplicables et a oublié d'en fournir une justification quelconque, ou même une simple explication, bonne ou mauvaise. Je défie le spectateur le plus attentif de comprendre à quoi pouvait bien servir ce code secret dont le maniement paraît aussi saugrenu que compliqué. A cet égard, le film demeure bien inférieur à celui qui l'a précédé il y a quinze ans : *Emile et les Détectives*, et qui racontait une histoire similaire. Mais le metteur en scène Charles Crichton a eu le trait de génie de situer son œuvre dans le décor des docks de Londres, détruits par les bombardements. Les vues de la Tamise, où en face des édifices intacts s'étend un *no man's land* de caves défoncées et de pans de murs chancelants, sont d'une beauté qu'on n'oubliera pas.



UNE SCÈNE DE « LA SEPTIÈME CROIX », AVEC SPENCER TRACY

Pendant la durée du régime hitlérien, la littérature allemande de l'émigration n'a pas, à ma connaissance du moins, produit une grande œuvre. Même un écrivain de la classe de Thomas Mann a continué sur sa lancée sans retrouver l'inspiration qui lui avait dicté *la Montagne magique*. Ce phénomène est d'ailleurs de tous les temps et de tous les pays. On dirait qu'il existe entre un écrivain et sa patrie un mystérieux accord qui l'empêche de donner sa pleine mesure lorsqu'il se trouve physiquement coupé d'elle. (Bien sûr, il y a des exceptions, celle d'un Victor Hugo en tout premier lieu. Et aussi celles des exilés volontaires, par exemple Joseph Conrad et James Joyce.)

Ce ne sont, toutefois, pas seulement leurs qualités artistiques qui ont fait défaut à ceux qui souffraient ainsi d'une peine particulièrement cruelle. Dans l'ensemble, ils se sont montrés impuissants à porter un jugement lucide sur le drame auquel ils avaient participé et dont ils avaient les premiers souffert. A l'exception du roman d'Ernest Glaeser, *le Dernier Civil*, je ne connais pas d'ouvrage qui tente une explication convaincante des succès du nazisme.

Les livres des communistes, qui comptaient en 1933 dans leurs rangs la plupart des meilleurs écrivains, reflètent trop fidèlement les mots d'ordre du parti, d'un optimisme insensé, pour constituer un reflet véritable de la réalité. C'est le cas, entre autres, de deux ouvrages qui sont loin d'être dépourvus de valeur littéraire : *Avant l'aube*, de Ludwi Renn, et *l'Epreuve*, de Willy Bredel.

A cet égard, le roman d'Anna Seghers, paru aux Etats-Unis en 1940 et récemment traduit en français, est peut-être celui qui présente le moins de défauts et le plus de qualités. Son intrigue est simple : à la fin de l'année 1936, sept détenus s'évadent d'un camp de concentration. Le commandant du camp fait dresser sept croix à leur intention. Six d'entre eux seront repris et accrochés au gibet ; le septième seul réussira à s'évader.

Hollywood en a fait un film et l'on pouvait, *a priori*, s'attendre que celui-ci soit aussi décevant que tous ceux que les Etats-Unis ont consacrés jusqu'ici à une atmosphère européenne, dans laquelle il faut avoir vécu pour s'en faire une idée juste. Le début, qui retrace l'évasion, pourrait justifier ces craintes. Ni le metteur en scène, ni le décorateur, ni les acteurs n'ont évidemment la moindre idée de ce qu'était en 1936 un camp de concentration, et ils en donnent une image faiblement romanesque.

Par bonheur, le film s'améliore sensiblement par la suite. Les péripéties par lesquelles passe le dernier évadé avant de pouvoir quitter l'Allemagne sont non seulement plausibles, mais donnent une idée assez exacte du climat hitlérien.

Cela tient à plusieurs choses. D'abord la situation d'un individu isolé se trouvant au milieu d'une collectivité hostile est à la fois une des plus dramatiques et des plus photogéniques (si je puis employer ce mot dans une acception différente de celle qu'il a usuellement) qui soient ; on le verra notamment quand sera projeté le beau film anglais *Odd man out*.

Ensuite le roman d'Anna Seghers évoque avec bonheur deux éléments que nous avons connus : d'une part, la solidarité profonde qui unit les membres d'une organisation clandestine, même lorsqu'ils sont personnellement inconnus l'un de l'autre ; d'autre part, toutes les nuances que peut prendre, dans la grande masse des individus, le conflit entre la prudence qui commande la fidélité au régime et le devoir moral de porter secours à un être pourchassé.

Et puis le réalisateur Fred Zinnemann et le chef opérateur Karl Freund sont tous deux Allemands d'origine, ce qui leur a permis de donner une reconstitution suffisamment approchée d'une grande ville allemande pour qu'elle paraisse plausible en tout cas à ces étrangers qui ne sont pas choqués d'entendre des Heisler, Rœder, Schlamm, Sauer, Loewenstein et autres Bachmann parler anglais. Outre-Rhin la réaction serait sans doute différente.

Enfin l'interprétation de Spencer Tracy, dans le rôle principal, nous donne une fois de plus l'occasion d'admirer cet excellent acteur qui réussit à émouvoir sans jamais cesser d'être naturel. Pourtant son rôle était spécialement difficile, puisque dans la plus grande partie des scènes il lui est interdit de manifester l'angoisse qui le torture sous peine de se dénoncer immédiatement et qu'il doit au contraire feindre l'allure la plus effacée. A côté de lui les autres acteurs paraissent bien conventionnels, sauf Agnès Moorehead (révélée par Orson Welles dans *la Splendeur des Amberson*), qui compose une figure pittoresque de marchande à la toilette.

LA DANSE

PAR MARIE-A. LEVINSON

Apparition d'une étoile
Disparition d'une comète

Mieux vaut tard que jamais. Cet adage se vérifie tout particulièrement en ce qui concerne le compte rendu du concours de danse du Conservatoire. Traitée comme une parente pauvre, on la tolère, cette danse classique encombrante, en lui mesurant la place; car elle se sent bien étriquée et se serre les coudes sur le plateau de poche qu'on lui accorde. Il n'a ni profondeur ni longueur ; ce fut donc envers et contre tout que les élèves de Mlle Jeanne Schwarz gagnèrent la partie.

Jeanne Schwarz réserve à la technique la place qu'elle mérite, mais se garde à bon escient de « forcer » ses élèves ; et nous ne voyons pas défiler un troupeau de caniches savants et empruntés, mais des jeunes filles en fleur abordant la scène pour la première fois avec une simplicité mélangée de grâce naturelle qui amadouerait le plus grincheux des vieux abonnés.

Ce naturel n'est pas toujours l'apanage des étoiles de première grandeur, qui ont pris depuis quelques années, avec la recrudescence de la technique au détriment et au mépris même de la personnalité « intérieure », la détestable habitude de souligner sans vergogne l'accomplissement des difficultés. Elles quêtent les applaudissements. Indigne mendicité !...

Les concurrentes s'échelonnent de treize à dix-huit ans. Mlles Girardot et Poly se « détachent du peloton » grâce à leur charme scénique, don qui est si injustement déprécié aujourd'hui, complément pourtant indispensable de la virtuosité ; elles ne la possèdent pas encore, mais elle sont là pour en acquérir graduellement, et nous leur fixons rendez-vous pour l'année prochaine.

Mlle Plumet a rencontré un sort malheureux et méritait un second prix. Très « calée », elle a peut-être eu tort d'étaler ses connaissances avec une trop grande complaisance. Et le sourire, chose rare, ne lui va pas, surtout étendu jusqu'aux oreilles.

Mlle Ingraça danse proprement, gentiment, ce qui lui a valu un second prix indiscuté. Toutes, d'ailleurs, offrent des gages sérieux de leur travail scolaire; exception faite de deux adolescentes d'une maigreur filiforme qui ont décroché un accessit. Elles ont avant tout besoin d'une cure d'engraissement !

Et voici, pour la bonne bouche, Mlle Denise Ladurelli. Elle a obtenu le premier prix *à l'unanimité*, événement rarissime dans les annales des concours en général et de ceux du Conservatoire en particulier. La mine accorte mais volontaire, l'œil vif et futé, petite mais bien proportionnée, c'est un remarquable instrument créé pour la danse que Mlle Ladurelli. Impeccablement « placée » en dehors, elle saute, « dégage » et « bat » non plus comme une apprentie, mais comme une artiste chevronnée. Ses « manèges » sont ce qu'ils devraient toujours être, c'est-à-dire tourbillonnants. La scène est son élément, elle y rayonne, elle y est chez elle, et elle nous en fait les honneurs en brillante hôtesse avec une assurance remplie de discrétion.

Tandis que ses compagnes ont encore besoin d'augmenter leurs ressources, Mlle Ladurelli a déjà un capital dûment acquis; on lui conseillerait même de le mettre un peu en veilleuse. Pour que sa conformation devienne celle d'un athlète il n'y a qu'un pas à faire. Qu'elle ne le franchisse point dans l'intérêt de sa ligne et qu'elle ménage sa musculature ! Elle n'a que seize ans.

La voici donc au seuil de l'Opéra. Elle s'y familiarisera avec les grands rôles de la tradition classique, elle y est destinée et s'y sent prête.

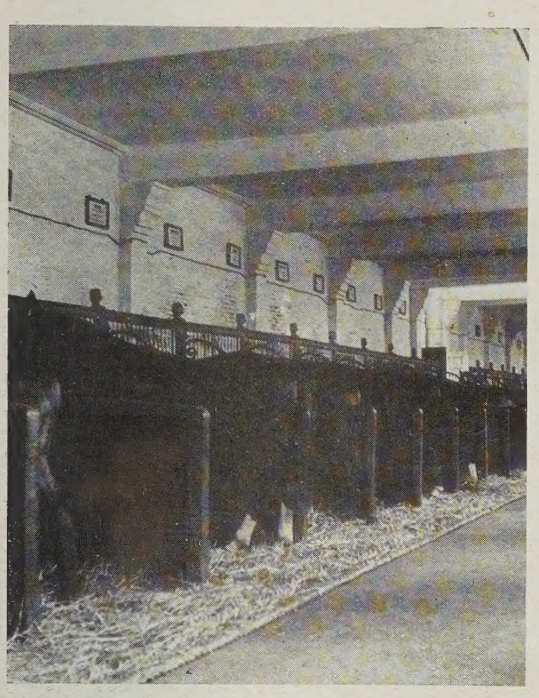
Mlle D. Ladurelli a obtenu a l'unanimité le premier prix de danse.

Une des personnalités les plus curieuses des ballets parisiens, Olga Adabaete, vient de quitter la scène. Elle a été entièrement formée, pétrie, pourrait-on dire, par l'extraordinaire professeur de danse classique qu'est Mme d'Alessandri, qui a vu défiler chez elle les sommités de l'Opéra et de l'étranger, en commençant par Camille Bos et en finissant par Tchérina.

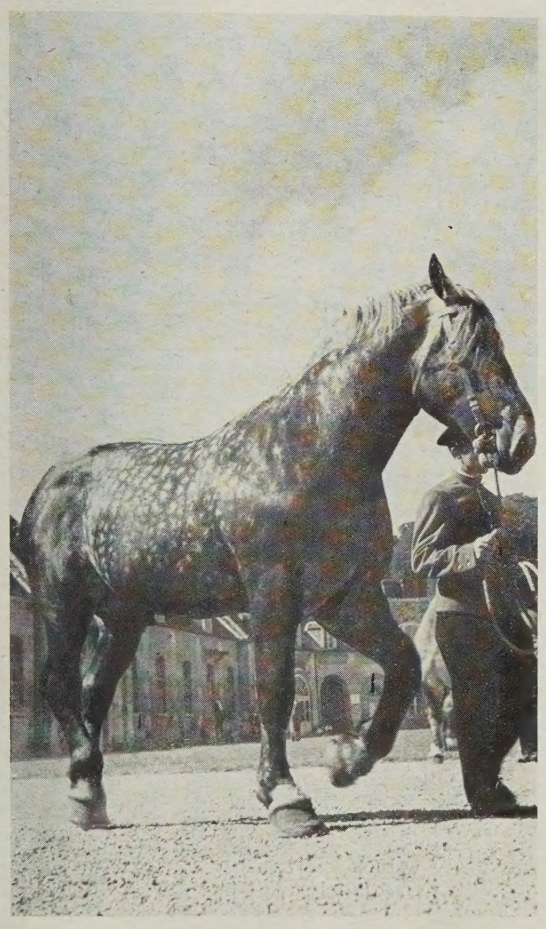
Après avoir été distinguée par Serge Lifar, recruteur infaillible d'étoiles, Olga Adabaete s'en va au moment même où elle venait de parvenir au summum de sa forme technique, physique et esthétique.

Incarnation de l'Eve moderne, étrange amalgame de civilisation et de barbarie, Olga Adabaete, au nom guerrier qui résonne comme un coup de gong, est redevenue simple mortelle.

L'entrée du haras du Pin en Normandie.



Une des spacieuses écuries modèles du haras.



Magnifique spécimen de cheval de trait.

Malgré les naissances, notre élevage de « pur sang » n'a pas atteint les effectifs de 1938.

LE CHEVAL
RICHESSE NATIONALE

Avec plus de 3 millions de têtes la France possède aujourd'hui plus de chevaux qu'avant guerre, malgré les pertes, de l'ordre de 700.000, dues aux réquisitions, spoliations, combats ou bombardements.

Cet état de choses, aussi paradoxal qu'il soit, provient de ce que la jumenterie de trait n'a pas proportionnellement souffert autant que les animaux de service : la dernière guerre à même vu s'accroître le nombre des juments livrées à la reproduction, de telle sorte que les générations successives de poulains, par lots annuels de 300.000, sont venues petit à petit combler les vides.

Par contre, notre élevage de *pur sang* a subi des pertes importantes, les effectifs en sont réduits de plus d'un tiers sur l'avant-guerre, le nombre annuel des naissances étant tombé de 1.800 à 1.200.

Malgré les vicissitudes dues aux spoliations allemandes, aux destructions, aux combats de Normandie et à la pénurie d'avoine, le pur sang français s'est imposé cependant aux yeux du monde entier depuis 1945 par des victoires sensationnelles à l'étranger.

D'autre part, l'élevage du *cheval de selle anglo-normand* et *anglo-arabe* s'est maintenu prospère pendant les années de guerre et d'occupation en raison du manque d'automobiles. Il connaîtrait aujourd'hui une crise, due au fait que les remontes militaires françaises, son principal client, n'achètent plus chaque année qu'un très petit nombre de sujets, si la Suisse, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, la Hollande, l'Egypte, etc., ne venaient progressivement chercher en France les chevaux de selle pour l'armée et le sport dont ils ont besoin et qu'ils ne trouvent pas ailleurs.

La France est à l'heure actuelle le seul pays au monde qui possède 35.000 poulinières de type selle, homogènes et capables de produire un cheval moderne de sport et de service à la fois.

Si les *chevaux de trait bretons, percherons, boulonnais* et *ardennais,* qui constituent les neuf dixièmes du cheptel français, ont vu leur nombre croître notablement ces dernières années, il n'en reste pas moins que nous souffrons encore d'un déséquilibre dans la distribution. Les zones d'élevage sont surpeuplées et, du fait de l'évolution progressive de la traction bovine vers la traction chevaline, la demande en chevaux de service est toujours forte dans les zones d'utilisation et elle entraîne, malgré les dévaluations, des cours supérieurs à ceux du marché mondial.

Les importations en chevaux de service en provenance du Canada, d'Irlande, de Grande-Bretagne, de Belgique, du Danemark et de Suisse, qui se sont montées à 35.000 têtes environ depuis la libération, ont permis de juguler partiellement la hausse des prix et de fournir des animaux de traction aux anciens prisonniers et déportés ainsi qu'aux sinistrés. Cependant, malgré la production nationale accrue, la France ne peut encore envisager l'exportation de chevaux de trait de service.

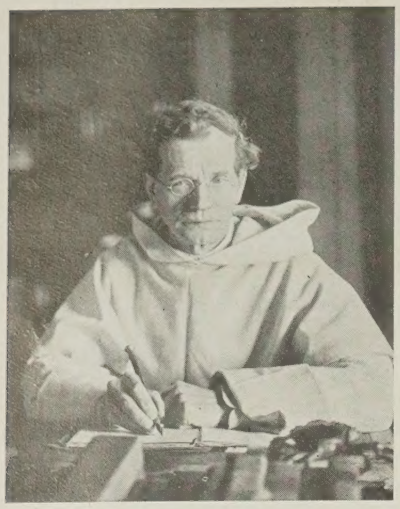
Il est vraisemblable que cette année verra la reprise de l'exportation de quelques centaines de têtes afin que soient repris les courants commerciaux d'avant guerre, qui voulaient qu'en échange de nos chevaux de trait légers nous importions quelques chevaux de travail de gros format.

D'ailleurs, l'Angleterre, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, les pays du Benelux et la plupart des Etats d'Amérique du Sud ont passé d'importants marchés avec les éleveurs français.

Ainsi le cheval se révèle une véritable richesse nationale, puisque ses exportations assurent au Trésor d'importantes rentrées de devises.

Photographies *France-Illustration* (H. Parnotte).

PETITES CHRONIQUES



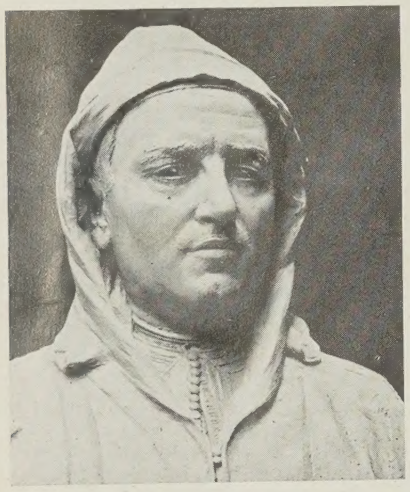
LE R. P. SERTILLANGES

Un des plus grands prédicateurs de notre temps, le R. P. Sertillanges, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, dans la maison d'études dominicaines de Sallanches, en Haute-Savoie.

Le R. P. Sertillanges était entré à vingt ans dans l'ordre de Saint-Dominique. Docteur en théologie, il enseigna cette science à Amiens, puis à Corlara. Nommé en 1900 professeur à l'Institut catholique de Paris, il était depuis 1918 membre de l'Académie des sciences morales.

Le R. P. Sertillanges, qui fut très lié avec Bergson, laisse de nombreux ouvrages, parmi lesquels *l'Art et la Morale, les Sources de la croyance en Dieu, le Catéchisme des incroyants* et *Ce que Jésus voyait du haut de la croix.*

Sa mort prive la pensée française d'une de ses plus grandes valeurs.



Buste de S. M. le sultan du Maroc exécuté par le maître sculpteur Cogné.

LE LIVRE QUE VOUS DEVEZ AVOIR LU SI VOUS VOUS INTÉRESSEZ A...

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE :

Suzanne Labin, *Staline le Terrible, panorama de la Russie soviétique* (Self, 575 pages). « Il n'y a pas d'énigme russe », nous assure l'auteur, qui dresse un réquisitoire implacable contre le gouvernement et le régime de l'U. R. S. S. à l'aide des seuls documents officiels publiés par les Soviets. Toutes les formes de la vie soviétique sont passées ici au crible d'une critique qu'elle qualifie d' « objective » mais non « neutre » : constitution, justice, Guépéou, armée, propagande, bureaucratie, etc.

L'auteur tourne en dérision les méthodes de l'Intourist, qui rappellent, dit-elle, celles dont l'évêque de Crémone Luitprand se plaignait quand il était en ambassade pour le Vatican auprès de l'empereur byzantin. « Byzance revit, dit-elle, sous le sceptre de Staline. » La divinisation de celui-ci et les louanges inouïes que lui prodiguent publicistes et poètes russes rappellent également le culte dont l'empereur d'Orient était l'objet.

Suzanne Labin dresse un tableau assez sombre de la vie de la femme en U. R. S. S., le seul pays où, pour affirmer son égalité avec l'homme, elle soit soumise à des travaux de force comme le tour ou le forage au fond des mines.

Pour elle, l'isolement hermétique et farouche où vit le stalinisme masque « la dégénérescence du socialisme en doctrine cynique et violente ».

Conclusion : « La Russie est devenue un Etat puissant, avec ses privilégiés et ses exploités, sa police, ses armées, ses intérêts nationaux, ses mensonges. »

Dominique Auclères, *Mes quatre vérités, mémoires d'une envoyée spéciale* (Vent du Large, 356 pages). Ce livre s'ouvre sur les obsèques du roi Alexandre de Yougoslavie à Belgrade et se referme sur un tableau de la Grèce actuelle. Une suite de voyages éclairs, de choses vues au jour le jour, avec un arrière-plan des joies et déboires professionnels du journaliste. Ainsi défilent sous nos yeux une vision de l'Autriche au moment de l'Anschluss, de l'occupation de Vienne par les Russes, du procès de Nuremberg, des villes de l'Allemagne dévastées par la guerre, etc.

On relira avec un intérêt particulier l'interview accordée à l'auteur-reporter par Otto Strasser, où celui-ci accuse Hitler d'avoir fait mourir sa nièce Gely en 1931 ; les déclarations recueillies de la bouche de Vichinsky et de Jan Masaryk (« je ne puis servir qu'une véritable démocratie ») ; la relation d'une audience pontificale ; le reportage des élections hongroises où le gouvernement a dû prendre des mesures « pour ne pas avoir plus de voix que de votants » ; la description de la vie à Moscou à l'occasion du voyage de M. Bidault ; l'évocation des querelles du monde orthodoxe.

Un véritable film documentaire, vivant, coloré, animé d'une foule d'aventures et de réflexions personnelles.

L'HISTOIRE RELIGIEUSE :

Henri Chappoulie, *Aux origines d'une Eglise : Rome et les missions d'Indochine au XVII^e siècle* (Bloud et Gay, deux volumes de 452 et 276 pages). Président des œuvres pontificales missionnaires et directeur du secrétariat de l'épiscopat français, M^gr Chappoulie a utilisé la solide documentation que lui a fournie l'exploration des archives de la Propagande à Rome et des Missions étrangères à Paris. Elle lui a permis de reconstituer, en quelque sorte jour par jour, l'effort d'évangélisation des missionnaires du XVII^e siècle, effort auquel la France a puissamment participé.

On trouvera dans ces deux livres une abondante moisson de détails inédits sur les mœurs des indigènes, les méthodes de pénétration de la Compagnie de Jésus, les rivalités entre Français, Portugais et Hollandais dans les royaumes d'Annam et de Siam.

Et aussi l'évocation des âpres controverses qui ont dressé les missionnaires les uns contre les autres, pour aboutir néanmoins à un pathétique hommage aux animateurs d'une œuvre qui a donné à l'Eglise tant de martyrs et de confesseurs.

L'histoire de l'expansion française en Extrême-Orient trouve là une large place. Les jésuites mathématiciens et astronomes qui accompagnaient les ambassadeurs de Louis XIV ont exercé grâce à leur science une autorité qui s'est traduite non seulement par des cadeaux personnels (comme des robes de satin), mais par l'octroi de privilèges substantiels dont la France a retiré un ascendant dont elle jouit encore aujourd'hui.

ALBERT MOUSSET.

A TRAVERS LES EXPOSITIONS

Adrien Cazaux expose à la Galerie R. G. un ensemble de peintures — des paysages pour la plupart — dans lesquelles l'artiste manifeste tout son attrait pour les couleurs et la lumière blonde de Provence. Comme on l'a judicieusement fait observer, il peuple ses paysages de personnages minuscules qui s'apparentent directement aux santons provençaux. Non qu'il veuille manifester des tendances quelque peu enfantines. Il a simplement tenté de recréer une Provence qu'il a sentie dans son moi intérieur. Il lui reste encore à acquérir sur le plan technique une plus grande unité de style et une vision plus personnelle de la nature.

La Galerie Dubourg avait réalisé un bel ensemble d'œuvres d'Odilon Redon. De nos jours, où l'on n'a, hélas ! que trop tendance à se porter vers les extrêmes, on aime à se retremper dans une époque révolue, où l'artiste ne voulait pas à toute force appartenir à tel ou tel de ces groupements de « frères ennemis » !

Ainsi était Odilon Redon. Son art revêt alors une grande musicalité. Et le peintre de combiner la beauté de l'épure à la subtilité des coloris rares. Etudiant la réalité avec une âme de scientifique et la nature avec un œil de botaniste, il a su exprimer l'inexprimable.

A l'Ecole des beaux-arts a lieu actuellement une exposition de peintres, graveurs et sculpteurs étrangers. Les principaux pays d'Europe, d'Amérique comme ceux d'Asie et d'Afrique y sont représentés.

Nous avons plus particulièrement relevé les noms de Mira Davidoglou (Roumanie) avec un beau *Portrait d'homme,* Fraunick Emler (Tchécoslovaquie), qui peint des nus très contrastés cernés de tons sombres ; Theresa Bleefield (U. S. A.) dessine à l'encre de Chine des iris avec une grande sensibilité, Vuka Srnic (Yougoslavie) aquarelle de petites compositions aux harmonies de mauves et verts, David Peretz (Bulgarie) évoque des paysages dans de fines tonalités de gris ; Sholam Farber (U. S. A.) montre une nature morte cubiste solidement construite et de forte couleur ; enfin pour la sculpture Nikos Perantinos (Grèce) présente un buste aux belles harmonies.

L'ensemble de l'exposition offre un intérêt incontestable.

MADAGASCAR ET SON AVENIR

Un accident technique nous a contraints de remplacer, en tête de notre étude sur Madagascar, la photographie du gouverneur général Ollivier. Or la légende n'a pas été modifiée dans une partie du tirage. Mais la silhouette du grand gouverneur est trop connue pour que nos lecteurs n'aient pas pressenti cette erreur technique bien involontaire, dont nous nous excusons auprès d'eux. D'ailleurs la photographie du gouverneur général Ollivier et celle du haut commissaire actuel, M. de Chevigné, figureront dans le second article de M. H. Casseville.

IN MEMORIAM

L'imprimerie de Bobigny a honoré la mémoire de ses ouvriers morts pendant la guerre 1939-1945. Sur l'initiative du Comité d'entreprise a été apposée, dans la grande salle d'honneur, une plaque sur laquelle sont gravés les noms des seize disparus.

Le secrétaire du Comité d'entreprise, le directeur de l'imprimerie, M. Mary, et M. Martineau, représentant M. Pierre-Bloch, président-directeur général de la S. N. E. P., ont tiré la leçon du sacrifice de ces jeunes gens pour que la France vive dans la dignité et dans la liberté. Souhaitons que ce sacrifice ne soit pas vain.

ENVOYEZ VOS MANUSCRITS LES ED. "REGAIN" PALAIS MIAMI, MONTE-CARLO LES EDITERONT A BONNES CONDITIONS

Il semble opportun de profiter de la PÉRIODE DE VACANCES pour REVISER VOTRE PORTEFEUILLE

Chaque semaine :

L'OPINION

Économique et Financière.

Le journal le mieux informé de la Bourse vous renseignera exactement sur les modifications qu'il convient d'opérer et qui peuvent être importantes.

Éditoriaux de CH. RIST, A. SIEGFRIED, L. BAUDIN, H. HORNBOSTEL, F. TRÉVOUX, P. VIGREUX, A. THIERS, H. BUFFANDEAU, etc.

Trois revues complètes : **Bourse de Paris, Hors Cote, Bourses régionales.** Étude critique pour **chaque augmentation de capital, Cotes complètes,** etc.

L'OPINION

ne se vend pas au numéro.

Abonnements un an : 500 fr. ; 6 mois : 280 fr.

Essai un mois : 40 francs.

Pour les Abonnés de L'OPINION (Éd. Hebd.) des conditions spéciales sont consenties sur l'Édition illustrée :

la Géographie économique de la France.

Premier numéro : ROUBAIX-TOURCOING.

120 pages abondamment illustrées.

1, rue Saint-Georges. C. P. Paris 5110-71.

BIBLIOTHÈQUE DES ROMANS D'HISTOIRE DE FRANCE

LES JARDINS DE LUTÈCE

4^e roman par

AUGUSTE DUPOUY et HENRY DUPUY-MAZUEL

Un vol. in-16°, 225 fr.

ÉDITIONS ALBIN MICHEL

VIENT DE PARAITRE

LES MÉMOIRES SUR LA SECONDE GUERRE MONDIALE DE WINSTON CHURCHILL

I

L'ORAGE APPROCHE

* D'UNE GUERRE A L'AUTRE (1919-1939) .. .. 450 fr.

** LA "DRÔLE DE GUERRE" (1939-1940) .. .. 390 fr.

CHEZ PLON

En vente chez tous les libraires

LE BRIDGE (N° 53)

LES DEMANDES DE CHELEM (suite 4)

Considérons ces deux exemples, extraits de ma statistique de 1.000 donnes :

A	B
♠ 2	♠ A
♡ R 6 5	♡ A R 8 6 4
◇ A R D V 8 7 5	◇ V 8 2
♣ V 3	♣ A R 6 2

NORD	NORD
OUEST EST	OUEST EST
SUD	SUD
♠ D 6 5 4	♠ R 9 8 4 3 2
♡ A D V 8 2	♡ 10 9
◇ 3 2	◇ A R 6
♣ 6 4	♣ V 9

Dans A, Nord-Sud ont 12 levées aux couleurs rouges, mais le manque de contrôle aux couleurs noires leur interdit le chelem. Ils doivent se contenter de 4 ♡. Remplacez le ♡ 2 par le ♣ as et 6 ◇ sont imperdables.

Dans B, l'inverse se produit. A R aux quatre couleurs. Les contrôles sont donc plus que suffisants. Mais impossible de trouver 12 levées, malgré le total élevé de points ou de levées d'honneur, dans les deux mains. Un arrêt à la manche s'impose et le meilleur contrat de manche, avec un côté 7–7–6–6 (ou 7–7–7–5) est 3 S A. Pourquoi? Parce que six cartes ayant 64,5 chances sur 100 d'être réparties inégalement entre Ouest et Est, mieux vaut, pour Nord-Sud, ne pas lier leur sort à l'une de leurs couleurs de sept cartes en la fixant comme atout.

Pénurie de contrôles dans A, de levées dans B : tels sont les deux genres d'obstacle au chelem.

C'est aux conventions de chelem, telles que 4 S A, d'établir si l'équipe a les contrôles requis aux quatre couleurs pour réussir un chelem. Si elle ne les a pas, on ne pourra s'arrêter qu'à 5 trics (sauf avec les interrogatives, qui permettent parfois de s'arrêter à 4 trics), ce qui risque de compromettre la manche à ♠ ou à ♡. *Un essai de chelem n'est donc fructueux à la longue que si les enchères naturelles ont établi :* 1° *que l'équipe peut faire* 12 *ou* 13 *levées, ce qui suppose l'existence de deux belles couleurs par A R D, car à quoi servirait de découvrir que l'équipe a les* 4 *as si elle ne peut quand même trouver* 12 *levées (voir B)?;* 2° *que l'équipe a les contrôles requis pour réussir* 5 *trics, cette exigence pouvant être considérée comme satisfaite si les deux mains totalisent* 33 *points ou* 6,5 *levées d'honneur.*

Quels sont les indices défavorables au chelem?

Je me contenterai de citer ici les principaux, renvoyant, pour une étude plus complète, à : *Chéron, les Demandes de chelem* (Payot, Lausanne).

Il y a d'abord : un côté à deux mains courtes. J'appelle « main courte » une main sans longueur, du type 4–3–3–3, 4–4–3–2 ou 4–4–4–1.

Sur 117 côtés quelconques, le calcul prévoit une moyenne de 15,5 côtés à deux mains courtes, et ma statistique en compte une moyenne de 16,4. *Or, sur 117 chelems, il n'y en a que deux de réussis avec deux mains courtes.*

La raison qui fait que deux mains courtes sont un indice défavorable au chelem, peut se résumer en ces quelques mots : *pénurie de levées de basses cartes.*

Ne comptez pas sur A R D aux quatre couleurs pour vous rapporter 12 levées car votre côté ne recevra ces 12 cartes qu'une fois sur 21.000 donnes.

Et comment puis-je deviner que mon côté a deux mains courtes?

Si mon partenaire emploie le système Culbertson et ouvre à Sans Atout, il a une main 4–3–3–3 ou 4–4–3–2. Si j'ai aussi une main courte, pas de chelem en général. De même si j'ouvre d'un à la couleur avec une main courte et mon partenaire saute à 2 S A (il a 4–3–3–3 ou 4–4–3–2), ou à 3 S A (il a 4–3–3–3).

Je vous donne ce bon conseil: pas de chelem avec deux mains courtes. Pour un chelem réussi et non demandé, vous sauverez dix manches.

Pas de chelem non plus avec un côté court (7–7–6–6 ou 7–7–7–5). De tels côtés sont au nombre moyen de 18,4 (calcul) ou 20,8 (ma statistique) sur 117 côtés quelconques. Pas un seul de mes 117 chelems n'a un tel côté.

Si vous n'avez que des longueurs trouées et s'il y a impossibilité de tomber d'accord sur une couleur dans l'échange d'informations avec votre partenaire, c'est que votre côté est court ou, ce qui ne vaut pas mieux pour le chelem, que le désaccord est complet. *Contentez-vous de la manche. Ne demandez jamais* 6 *Sans Atout parce que vous ne savez pas à quelle couleur demander le chelem, car cela seul est un signe suffisant pour renoncer au chelem.*

Voici deux exemples typiques extraits de ma statistique :

C	D
♠ ...	♠ V
♡ 9 7 6 2	♡ 5 2
◇ A R V 10 9 7 3	◇ A R V 9 3
♣ A 7	♣ R D 8 6 5

NORD	NORD
OUEST EST	OUEST EST
SUD	SUD
♠ 9 8 2	♠ R 10 6
♡ A 5	♡ A 6 3
◇ D 6	◇ D 7 6 5
♣ R D V 10 8 2	♣ A V 4

Nord-Sud font 7 ◇ ou 7 ♣ dans C. Notez que les deux couleurs mineures rapportent les 13 levées à elles seules. Le ♡ as n'est utile que pour empêcher les adversaires de faire une levée à ♡.

Dans D, on fait 6 ◇ mais pas 6 ♣. A 6 ◇, on défaussera ♡ 6, 3 sur deux ♣ de Nord puis on coupera un ♡ de Nord avec le dernier atout de Sud. On n'aurait une chance de faire 6 ♣ que si Est n'entamait pas ♡ : il faudrait alors encore affranchir un ♠ de Sud pour défausser dessus un ♡ de Nord.

Un grand chelem exige deux belles couleurs, la plupart du temps par A R D, dont l'une est l'atout : ce sont les « couleurs utiles », celles qui doivent rapporter les 12 *ou* 13 *levées du chelem, ou presque, sinon où les trouverions-nous? De même, pour un petit chelem, mais avec cette atténuation qu'ici une levée peut être perdue.*

Les couleurs utiles sont ◇ et ♣ dans C D. Je nomme les autres « couleurs nulles » : ♠ et ♡ dans C, D.

L'ambition du demandeur de chelem n'est pas de faire des levées aux couleurs nulles, *mais simplement d'empêcher les adversaires d'en faire.*

Cette distinction capitale entraîne la conséquence correspondante suivante.

La chicane ne peut remplacer l'as, ni le singleton remplacer le roi, aux couleurs utiles. Là, c'est l'as et le roi qu'il faut et ces cartes sont irremplaçables.

La chicane peut remplacer l'as, et le singleton peut remplacer le roi, aux couleurs nulles.

Voici maintenant les répercussions dans mes conventions de chelem :

Nord-Sud ont annoncé ♠ et ♡, et Nord dit 4 Sans Atout.

Dans mes conventions, Sud doit répondre 5 ♠ pour montrer un bon as, c'est-à-dire l'as d'une couleur déclarée par Nord-Sud. Mais 5 ♠ ne dit pas si c'est ♠ as ou ♡ as.

Si Nord a lui-même un bon as, il sait quel est le bon as montré par 5 ♠, aussi bien que si Sud en avait nommé la couleur.

Mais si Nord a lancé le 4 S. A. Culbertson avec par exemple ♠ R D ♡ R D ◇ A et ♣ A, il ne sait pas si 5 ♠ montre ♠ as ou ♡ as. C'est vrai, mais qu'importe puisque le grand chelem est exclu? Ne revient-il pas au même, pour jouer 5 ♠ ou 6 ♠, de perdre la levée à ♠ ou à ♡?

Supposons maintenant que Nord ait dit 4 S. A avec ♠ A R, ♡ A, deux petits ◇ et un seul petit ♣.

Si c'est le 4 S. A Blackwood qu'a employé Nord, la réponse de Sud 5 ◇ (j'ai un as) laissera Nord perplexe. En effet, si c'est le ♣ as qu'a Sud, il serait prudent de s'arrêter à 5 ♠ parce qu'on peut perdre deux ◇. Si c'est le ◇ as qu'a Sud, on peut, au contraire, demander 6 ♠ sans peur, car on ne peut perdre qu'un ♣. *Le singleton à* ♣ remplace le ♣ as manquant.

Avec le Blackwood, Nord devra se décider au hasard. Avec le 4 *S. A Culbertson, Nord se décidera en connaissance de cause car la réponse* 5 ♣ *montrera* ♣ *as ou chicane, et la réponse* 5 ◇ : ◇ *as ou chicane.*

Non seulement le 4 S. A Culbertson est supérieur au 4 S. A Blackwood parce qu'il nomme la couleur non déclarée où Sud a l'as, mais aussi parce qu'il montre la chicane, ce que ne peut jamais faire le Blackwood.

Supposons maintenant que, dans notre exemple précédent, Nord ait dit 4 S. A puis 5 S. A avec les quatre as sans un roi dans sa main.

Dans mon système, Sud répondra en indiquant le nombre de ses bons rois. S'il répond 6 ♡, il montre deux bons rois : ♠ R et ♡ R, et Nord peut demander le grand chelem parce qu'il sait que ♠ et ♡ pourront être défilés sans avoir d'impasse à faire à ces couleurs utiles.

Si Sud répond 6 ◇, j'ai un bon roi, Nord saura que Sud a ♠ R ou ♡ R, mais ne saura pas lequel. Cela sera sans importance puisqu'un bon roi manquant sûrement, cela signifie qu'il y aura une impasse au roi à risquer, ce qui interdit toute demande de grand chelem et impose l'arrêt au petit chelem.

Comparez maintenant avec le Blackwood, dont les réponses à 5 S. A indiquent le nombre des rois, sans distinguer entre les bons et les mauvais, et comme s'il revenait au même d'avoir ♠ R et ♡ R, les deux couleurs utiles, ou ◇ R et ♣ R, les deux couleurs nulles!

(A suivre.)

Un problème de bridge de 4 fois six cartes peut-il être difficile à résoudre? Avant de répondre, essayez celui-ci :

PROBLÈME N° 44
par Ivar Andersson

	♠ ... ♡ A 3 ◇ D 5 ♣ A 4	
♠ 7 ♡ R 4 ◇ V 6 ♣ 3	NORD OUEST EST SUD	♠ 9 8 ♡ 7 6 ◇ 9 7 ♣ ...
	♠ R 5 ♡ V ◇ 2 ♣ 5 2	

Sans Atout. Sud joue. Nord-Sud font les six levées.

ANDRÉ CHÉRON.

ACTUALITÉ JURIDIQUE

POUR LES SINISTRÉS

Voici ce que me dit un sinistré de mes amis, comme il n'en est, hélas ! que trop en notre Normandie, dont les blessures de guerre sont encore béantes et semblent, au train dont vont les choses, devoir l'être pour longtemps.

« Lorsque, m'expose-t-il, j'ai lu dans une de vos chroniques (1) les dispositions bienveillantes de la loi du 29 octobre 1946 sur la réparation des dommages de guerre, je me suis grandement réjoui. De prime abord, en effet, elle m'avait paru beaucoup plus favorable aux sinistrés que celle du 23 juin 1940, à un double point de vue. D'une part, en effet, elle pose le principe de la réparation *intégrale* du dommage subi : ceci est écrit en toutes lettres dans les articles 2, 4 et 15, et, d'autre part, elle porte que la valeur des biens disparus sera calculée non plus au jour de la perte, mais au jour de la décision attributive de l'indemnité (article 21).

» Fort de ces textes et m'étant armé d'un dossier constitué au prix d'un long et pénible labeur, établissant la circonstance et le montant de ma perte, je me présentai, le cœur plein d'espoir, devant le service compétent, que de patientes recherches m'avaient permis de découvrir. Franchi le seuil sacré, je m'attendais à me voir payé de mes peines et à toucher sinon l'intégralité de mon dû, du moins l'acompte provisionnel prévu par l'article 41 de la loi. J'en fus détrompé ; avec une ferme courtoisie, M. Lebureau me révéla : 1° que ne pouvaient entrer en ligne de compte ni mon argenterie ni mon vestiaire, ni la plupart des objets mobiliers disparus, considérés comme articles somptuaires ne donnant pas droit à indemnisation ; 2° qu'aux termes de l'article 21, alinéa 3, je n'avais droit qu'à une indemnité forfaitaire de 90.000 francs, sur laquelle, généreusement, il m'offrit un acompte de quelques billets.

» Mais tout ceci, objectai-je, est contraire au principe de la réparation intégrale. Est-il possible que la loi se déjuge elle-même ?

» M. Lebureau eut un doux sourire :

» — Ne confondons pas le principe et l'application. Le principe a pour objet de donner satisfaction aux légitimes ambitions des intéressés et de leurs représentants. Quant à l'application...

» Et un geste vague compléta la pensée.

» — Et quand puis-je espérer toucher le reste de ma créance ?

» Un nouveau sourire, un nouveau geste me donnèrent à entendre que c'était là le secret de l'avenir.

» Rentré chez moi, j'ai relu mon vieux Courteline. »

Voici maintenant le passage d'une lettre émanant de l'un de mes lecteurs :

« Lorsque j'eus touché, pour dommages mobiliers, une infime portion de l'indemnité forfaitaire — aussitôt happée par le fisc — il me fut expliqué que le paiement d'un second acompte serait subordonné à la production des factures justifiant de l'emploi du premier. Or, l'honnête commerçant chez lequel j'avais fait une partie de mes emplettes a cru devoir m'éconduire. Il en a été de même de la part du commissaire-priseur par le ministère duquel j'avais effectué d'autres achats. Que faire ? »

J'ai répondu à mon correspondant : « La loi du 30 juin 1945, relative aux prix, vous donne le droit, que j'ai exposé ici même (2), d'exiger de votre vendeur une facture portant la mention du prix. » Je ne sache pas qu'il en aille autrement à l'endroit des commissaires-priseurs, tenus, en leur qualité d'officiers ministériels, à une observance plus stricte de la loi. Au demeurant, il est d'usage qu'ils délivrent au client une fiche portant et la vente et le prix d'adjudication. Faute d'avoir obtenu satisfaction, faites signifier aux récalcitrants une sommation par ministère d'huissier en bonne et due forme, dont, bien entendu, vous aurez à avancer les frais.

Un troisième consultant m'a dit : « J'ai été frustré d'une quantité respectable de vieille eau-de-vie entreposée dans ma cave et qui m'a été illégalement réquisitionnée. A ma demande d'indemnisation il a été objecté: « Les provisions de ménage ne rentrent pas » dans les prévisions de la loi. Aucune » indemnité ne vous est due de ce chef. » Que faire ? »

Voici ma réponse : les réquisitions irrégulières doivent, à mon avis, être assimilées aux « pillages ou enlèvements », prévus par l'article 7, 3° de la loi. Je vous conseille donc de vous pourvoir devant la commission cantonale instituée par l'article 46 de la loi, avec appel, le cas échéant, devant la commission départementale. »

— Et tout cela durera ?

— Peut-être quelques semaines, peut-être quelques mois. Mais qu'est cela au regard de l'éternité administrative ?

Et je citai, pour conclure, à mon interlocuteur l'aphorisme d'un poète persan : « L'espoir est préférable à la possession. »

P.-L. R.

(1) Voir *France-Illustration* des 25 janvier et 4 février 1947. — (2) Voir *France-Illustration* du 10 janvier 1948 : *la Lutte contre la vie chère.*

PETITES ANNONCES

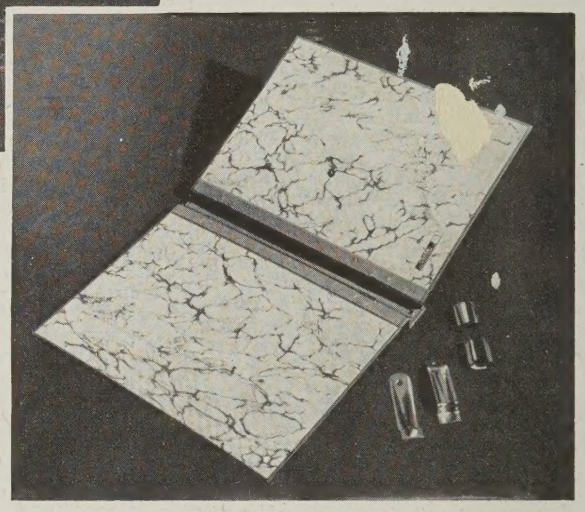
Si vous n'entendez plus aussi bien qu'autrefois, portez l'Oto-Renovex. Ecr. : Pharmacie Principale, Tours.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Étude de Me **CLERGEOT**, Notaire à **DEAUVILLE**, 102, rue Victor-Hugo, et Me **GROUT**, Notaire à **ORBEC**. **ADJUDICATION** en l'Étude de Me **CLERGEOT**, le 12 août 1948, à 15 h. :

FONDS de Commerce à **DEAUVILLE**, PLACE MORNY, de NOUVEAUTÉS et VENTE TISSUS. M. à P. : 1.200.000 fr. S'ad. auxdits Not.

La reliure Aclé, cartonnée et toilée, permet, grâce à un système judicieusement étudié, de rassembler en un volume agréable à la présentation et facile à consulter la collection de France-Illustration.



POUR CONSERVER VOTRE COLLECTION DE *France* ILLUSTRATION

NOUVEAUX PRIX APPLICABLES A PARTIR DU 1er AOUT

2 modèles :

N° 6 : pour 1 trimestre . . . **400** fr.

N° 8 : pour 1 semestre. . . **410** fr.

Clefs de montage utilisables pour plusieurs reliures
la paire . . . . . **42** fr.

(Ces prix s'entendent livraison à nos bureaux)

FRAIS D'ENVOI A DOMICILE (FRANCE)
pour **1** reliure . . . . . **85 fr.**
pour **2** reliures. . . . . **105 fr.**

Pour " France-Illustration littéraire et théâtrale "
N° 7 : une année . . . **330** fr.
Clefs de montage . . . . **42** fr.
FRAIS D'ENVOI . . . . . **80 fr.**

CONDITIONS (SUIVANT TARIF POSTAL) POUR QUANTITÉS ET POUR L'ÉTRANGER

IL VOUS FAUT UNE RELIURE MOBILE ACLÉ

Le Directeur-Gérant :
G. CAHEN-SALVADOR.

Société Nationale des Entreprises de Presse, Imprimerie de Bobigny.
Printed in France. — Publication hebdomadaire.

Dépôt légal 3e trimestre 1948.
Imprimeur n° 53.